

Chapitre 4 - Economie du développement

EXTRAIT DU PROGRAMME : 2. L'économie sur le long terme : la croissance et ses théories. 4. Politique économique: Principes généraux de la régulation conjoncturelle ; Principes généraux de la politique structurelle ; 5. Relations économiques et financières internationales : principales théories du commerce international.

PLAN DU COURS

- I. INTRODUCTION**
- II. DEFINITIONS ET ETAT DES LIEUX**
 - A. UNE NOTION QUALITATIVE ET RELATIVE**
 - 1. CROISSANCE ET DEVELOPPEMENT**
 - 2. PAUVRETE ET DEVELOPPEMENT**
 - B. LA DIFFICILE MESURE DU DEVELOPPEMENT ET DE SES DIFFERENTS ASPECTS**
 - C. LES FREINS AU DEVELOPPEMENT**
 - 1. COMMUNS A TOUS LES PAYS EN DEVELOPPEMENT**
 - 2. SPECIFICITES LOCALES**
 - D. CONSEQUENCES DU DEVELOPPEMENT**
 - 1. SUR LES INEGALITES**
 - 2. SUR L'ENVIRONNEMENT**
 - E. ETAT DES LIEUX DES INEGALITES MONDIALES DE REVENUS**
- III. LES THEORIES DU DEVELOPPEMENT**
 - A. LE VOL DES OIES SAUVAGE DE KANAME AKAMATSU**
 - B. LA PRISE EN COMPTE DES EFFETS DE SEUIL DU DEVELOPPEMENT**
 - C. LA METHODE DU BIG PUSH DE ROSENSTEIN-RODAN**
 - D. DEVELOPPEMENT POLARISE ET EFFETS D'ENTRAINEMENT D'ALBERT HIRSCHMAN**
- IV. INSTITUTIONS ET DEVELOPPEMENT**
- V. LES POLITIQUES DU DEVELOPPEMENT**
 - A. HISTORIQUE : TROIS STRATEGIES DE DEVELOPPEMENT**
 - 1. PAR SUBSTITUTION AUX IMPORTATIONS**
 - 2. PAR PROMOTION AUX EXPORTATIONS**
 - 3. PAR INDUSTRIES INDUSTRIALISANTES**
 - B. EVALUATION DES POLITIQUES DE DEVELOPPEMENT**
 - 1. L'EVALUATION PAR L'EXPERIMENTATION**
 - 2. CRITIQUES DE LA METHODE**
 - C. L'AIDE PUBLIQUE AU DEVELOPPEMENT**
 - 1. UN ENSEMBLE HETEROGENE**
 - 2. LES CRITIQUES DE L'APD**

TRAVAIL PERSONNEL

MOTS CLES A DEFINIR : pays en développement, croissance, développement, décroissance, écodéveloppement, développement humain, développement durable, écodéveloppement, mal développement, dignité humaine, pauvreté, pauvreté relative, pauvreté absolue, pauvreté humaine, pauvreté sociale, inégalités, inégalités internes, inégalités internationales, inégalités mondiales, ODD, bien-être, libertés réelles, capacités, IDH, IIG, IDG, indice de pauvreté multidimensionnelle, IPH, corruption, pollution, institutions, dépendance au sentier/*path-dependancy*, effets de seuil, trappe à sous-développement, protectionnisme, convergence absolue, convergence conditionnelle, convergence relative, clubs de convergence, aide au développement, expérimentation, micro-crédit, PMA, inclusion financière.

THEORIES/AUTEURS A CONNAITRE : Alfred Sauvy (1952)^{***}, Amartya Sen (1999)^{***}, Ignacy Sachs, Nicholas Georgescu-Roegen (1971)^{***}, Serge Latouche (2019)^{***}, Richard Esterlin (1974, 2017)^{***}, Robert Lucas (1988)^{***}, Paul Romer (1986, 1990)^{***}, Robert Barro (1990)^{***}, Yann Algan, Pierre Cahuc et André Zylberberg (2012)^{***}, Jean Fourastié (1979)^{***}, Daniel Kahneman et Angus Deaton (2010), Georg Simmel (1907)^{***}, Sabina Alkire (2010)^{***}, Paul Bairoch (1992), Simon Kuznets (1955)^{***}, Thomas Piketty (2013, 2018)^{***}, Branko Milanovic (2012)^{***}, Emmanuel Saez (2018), Gene Grossman et Alan Krueger (1994)^{***}, Kaname Akamatsu (1935)^{***}, Gary Becker (1964)^{***}, Raouf Boucekine et al. (2016)^{***}, Douglas North (1994)^{***}, Paul David (1985), Ragnar Nurkse (1953)^{***}, Paul Rosenstein-Rodan (1943)^{***}, Albert Hirschman (1958)^{***}, Walt Rostow (1963)^{***}, Richard Nelson et Sidney Winter (1982)^{***}, Philippe Aghion, Ufuk Akcigit, Julia Cagé et William Kerr (2001), Daron Acemoglu, Philippe Aghion et Fabrizio Zilibotti (2006)^{***}, Michael Kremer, Jack Willis et Yang You (2021)^{***}, Daron Acemoglu, Simon Johnson et James Robinson (2001)^{***}, Edward Glaeser, Rafaël La Porta, Florencio Lopez-de-Silanes et Andrei Shleifer (2004)^{***}, Robert Solow (1956)^{***}, William Easterly (2009)^{***}, Cling Cogneau et Jean-David Naudet (2007), Esther Duflo (2010)^{***}, Rema Hanna (2005), Craig Burnside et David, Dollar (2000), Muhammad Yunus^{***}.

BIBLIOGRAPHIE :

Dollo, C., Braquet, L., Dolce, D., & Gineste, N. (2021). Économie. Sirey. Aide mémoire : **Chapitre 25 – Economie du développement.**

QUELQUES SUJETS POUR S'ENTRAINER / REFLECHIR :

- ◆ Les déséquilibres macroéconomiques externes d'une économie [Sujet oral ENS 2020]
- ◆ Opportunités et risques de la globalisation financière contemporaine
- ◆ L'ouverture économique est-elle toujours une opportunité pour les économies ?
- ◆ La globalisation est-elle allée trop loin ?
- ◆ Croissance et développement
- ◆ Comment dépasser les situations de trappe à pauvreté ?
- ◆ Quels investissements pour la croissance ? [Sujet écrit ENS 2020]
- ◆ Jusqu'où l'intervention de l'État peut-elle aller ? [Sujet oral ENS 2021]
- ◆ Les déséquilibres macroéconomiques externes [Sujet oral ENS 2021]



17 Objectifs de Développement Durable pour répondre aux enjeux économiques, sociaux et environnementaux de la planète.



DOCUMENT N°2 : L'élargissement des BRICS à 6 nouveaux pays

- L'Arabie saoudite, l'Argentine, l'Égypte, les Emirats arabes unis, l'Éthiopie et l'Iran doivent rejoindre le groupe formé par l'Afrique du Sud, la Russie, le Brésil, la Chine et l'Inde.
- Une décision historique qui rebat les cartes des alliances mondiales.

MULTILATÉRAL

Claire Bargelès
—Correspondante en Afrique du Sud

C'est un « nouveau chapitre » qui s'ouvre pour les BRICS, selon Cyril Ramaphosa. Le président sud-africain a annoncé à la presse, jeudi, l'admission de six candidats qui viendront, à partir du 1^{er} janvier 2024, plus que doubler le nombre de membres. Un consensus a donc été trouvé pour accueillir l'Argentine, l'Égypte, l'Iran, l'Éthiopie, l'Arabie saoudite et des Emirats arabes unis au sein de ce groupe qui devra, en conséquence, réfléchir à un nouveau nom. Une décision que le président brésilien a salué avec « grand plaisir », heureux de fêter de son voisin et « frère », Buenos Aires. Elle montre, selon le chef de l'Etat chinois Xi Jinping, « la détermination des BRICS à atteindre l'unité et la coopération avec les pays en développement dans leur ensemble ».

Vladimir Poutine s'est lui aussi réjoui, en défendant que l'ordre mondial était « menacé par le libéralisme radical, poussé par certains pays qui veulent éliminer les valeurs traditionnelles qui nous sont chères à tous ». Le président russe intervenait par vidéo, n'ayant pas pu se rendre sur place, du fait du mandat d'arrêt émis à son encontre par la Cour pénale internationale.

D'autres phases à venir

Alors que le monde connaît, selon Xi Jinping, une « nouvelle ère de turbulence et de transformations », cette annonce « historique » va transformer la dynamique au sein du groupe, qui représentait déjà plus de 40 % de la population globale et un quart du PIB mondial. Ce n'est, de plus, qu'une première étape, selon Cyril Ramaphosa : « d'autres phases devraient suivre » afin de poursuivre cette expansion. Les Emirats arabes unis se sont aussitôt félicités de leur intégration, affirmant « respecter la vision des dirigeants des BRICS ». Le Premier ministre égyptien, Abiy Ahmed, a vanté les avantages de sa nation, « une passerelle cruciale entre l'Afrique, le Moyen-Orient et plus largement l'Asie ».

Un groupe plus étendu signifie aussi un processus de prise de décision plus tortueux, quelle que soit la voie des BRICS se font, jusqu'à présent, par consensus. Les inimitiés

Les BRICS en voie d'élargissement

■ Pays membres ■ Nouveaux membres (à compter du 1^{er} janvier 2024)



entre certains nouveaux membres, comme l'Éthiopie et l'Égypte, fâchés sur la question du barrage de la Renaissance, ou l'Arabie saoudite et l'Iran qui viennent tout juste de mettre fin à sept ans de brouille, rendront les échanges plus ardu.

C'est malgré tout une victoire pour l'avènement d'un monde « multipolaire », selon le Premier ministre indien Narendra Modi. Un message bien entendu par le Secrétaire général des Nations unies, Antonio Guterres, qui a reconnu que « les institutions de gouvernance globales d'aujourd'hui reflètent le monde d'hier ». Les pays des BRICS réclament notamment une réforme du Conseil de sécurité de l'ONU, pour une instance plus inclusive.

L'ajout de géants des hydrocarbures, avec l'Arabie saoudite, l'Iran et les Emirats arabes unis, pourrait enfin permettre d'accélérer le projet de dédollarisation des BRICS : les ministères des Finances et les directeurs des banques centrales doivent travailler sur l'augmentation des échanges en monnaie locale et la création de nouveaux systèmes de paiement, pour que le dossier puisse être à nouveau étudié lors du prochain sommet, prévu en octobre 2024 à Kazan, en Russie. ■

Fort de onze membres, le bloc change de catégorie

L'intégration de partenaires économiques de poids, tels l'Arabie saoudite ou les Emirats arabes unis, ne peut que renforcer la place du groupe sur l'échiquier mondial.

Paul Turban

Se rassembler pour peser face au G7. En accueillant bientôt l'Arabie saoudite, l'Argentine, l'Égypte, l'Éthiopie, l'Iran et les Emirats arabes unis, les BRICS se dotent d'alliés d'emvergure. L'Arabie saoudite – premier pays exportateur mondial de pétrole – et les Emirats arabes unis – cinquième – vont ainsi rejoindre la Russie, pays producteur important. L'Argentine est une grande puissance agricole et l'Égypte un pays influent dans le monde arabe, comme l'Arabie saoudite. De quoi les laisser espérer contrebalancer l'influence des grandes puissances.

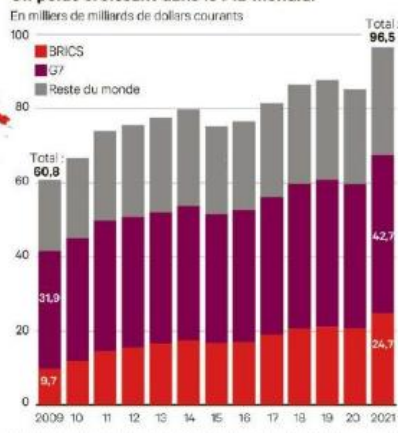
● UN GAIN DE PLUS DE 400 MILLIONS D'HABITANTS

Le bloc rassemblera plus de 45 % de la population mondiale, avec 3,7 milliards d'habitants. Les six nouveaux pays comptent quelque 400 millions d'habitants. Une paille face au 1,4 milliard de Chinois et au même nombre d'Indiens. Comparée à la population du G7, cette augmentation de la population est toutefois notable. Allemagne, Canada, Etats-Unis, France, Italie, Japon et Royaume-Uni ne comptent que 775 millions d'habitants. Soit à peine 10 % de la population mondiale.

● UN PIB QUI FRÔLE LES 30.000 MILLIARDS

À 11 pays, les BRICS ont produit en 2023 des biens et services pour une valeur de 29,4 milliards de dollars. En s'élargissant, le PIB du groupe des émergents ne progresse que de 3.000 milliards, ce qui laisse les BRICS nettement distancés par le G7. Ce dernier, qui rassemble les plus grandes puissances économiques du monde à l'exception de la Chine et de l'Inde, a produit pour plus de 43.000 mil-

Un poids croissant dans le PIB mondial



LES ECHOS // SOURCES: BRICS; BANQUE MONDIALE

liards de dollars. Les sept pays détenaient à eux seuls quelque 43,5 % de la richesse mondiale.

● COMMERCE : UN NIVEAU D'EXPORTATION QUI SE RESSERRE

S'il est un indicateur où l'arrivée de six nouveaux pays resserre le match entre le G7 et les BRICS, c'est le commerce international. Le bloc des 11 pays émergents pèse pour 6.260 milliards de dollars d'exportations, contre 5.040 milliards lorsqu'ils étaient 5. La moitié de ce bond est due aux Emirats arabes unis (600 milliards de dollars d'exportations en 2022), et un tiers à l'Arabie saoudite (400 milliards), deux géants des énergies fossiles. Le G7 fait à peine mieux que les BRICS à 11, avec un peu moins de 7.000 milliards de dollars d'exportations en 2020. Si on se concentre sur les exportations de haute technologie, les données de la Banque mondiale donnent l'avantage aux BRICS, avec plus de 990.000 milliards de dollars d'exportations pour les 11 émer-

gents, contre 755.000 milliards pour le G7.

● LE GRAND ÉCART ENVIRONNEMENTAL

Lorsqu'il est question de démographie et d'économie, difficile aujourd'hui de ne pas regarder les émissions de gaz à effet de serre. Or, il apparaît clairement que le chemin est beaucoup plus long à parcourir pour les pays émergents que pour les pays développés. Les 11 BRICS ont ainsi émis plus de 22 millions de tonnes équivalent pétrole, contre quelque 9 millions de tonnes équivalent pétrole pour le G7. ■

6.260

MILLIARDS DE DOLLARS
Le poids des BRICS en termes d'exportations dans le commerce mondial, en comptant les six nouveaux venus.

Source : Les Echos, 23/08/23.

DOCUMENT N°3 : L'indice de développement humain (IDH)

Classement selon l'IDH	Indice de développement humain (IDH)	IDH ajusté aux inégalités (IDHI)			Indice de développement de genre		Indice d'inégalité de genre		
	Valeur	Valeur	Perte globale ^a (%)	Différence par rapport au rang de l'IDH ^a	Valeur	Groupe ^c	Valeur	Rang	
	2021	2021	2021		2021	2021	2021	2021	
Développement humain très élevé									
1	Suisse	0,962	0,894	7,1	-3	0,967	2	0,018	3
2	Norvège	0,961	0,908	5,5	0	0,983	1	0,016	2
3	Islande	0,959	0,915	4,6	2	0,976	1	0,043	8
4	Hong Kong, Chine (RAS)	0,952	0,828	13,0	-19	0,976	1	..	..
5	Australie	0,951	0,876	7,9	-6	0,968	2	0,073	19
6	Danemark	0,948	0,898	5,3	3	0,980	1	0,013	1
7	Suède	0,947	0,885	6,5	0	0,988	1	0,023	4
8	Irlande	0,945	0,886	6,2	2	0,987	1	0,074	21
9	Allemagne	0,942	0,883	6,3	1	0,978	1	0,073	19
10	Pays-Bas	0,941	0,878	6,7	1	0,968	2	0,025	5
11	Finlande	0,940	0,890	5,3	6	0,989	1	0,033	6
12	Singapour	0,939	0,817	13,0	-15	0,992	1	0,040	7
13	Belgique	0,937	0,874	6,7	1	0,978	1	0,048	10
13	Nouvelle-Zélande	0,937	0,865	7,7	0	0,975	1	0,088	25
15	Canada	0,936	0,860	8,1	1	0,988	1	0,069	17
16	Liechtenstein	0,935	..	..	..	..	..	..	..
17	Luxembourg	0,930	0,850	8,6	0	0,993	1	0,044	9
18	Royaume-Uni	0,929	0,850	8,5	1	0,987	1	0,098	27
19	Japon	0,925	0,850	8,1	2	0,970	2	0,083	22
19	Corée (République de)	0,925	0,838	9,4	-3	0,944	3	0,067	15
21	États-Unis	0,921	0,819	11,1	-5	1,001	1	0,179	44
22	Israël	0,919	0,815	11,3	-8	0,992	1	0,083	22
23	Malte	0,918	0,849	7,5	2	0,980	1	0,167	42
23	Slovénie	0,918	0,878	4,4	13	0,999	1	0,071	18
25	Autriche	0,916	0,851	7,1	9	0,980	1	0,053	12
26	Émirats arabes unis	0,911	..	..	..	0,953	2	0,049	11
27	Espagne	0,905	0,788	12,9	-12	0,986	1	0,057	14
28	France	0,903	0,825	8,6	2	0,990	1	0,083	22
29	Chypre	0,896	0,819	8,6	2	0,972	2	0,123	35
30	Italie	0,895	0,791	11,6	-7	0,970	2	0,056	13
31	Estonie	0,890	0,829	6,9	7	1,021	1	0,100	28
32	Tchéquie	0,889	0,850	4,4	14	0,989	1	0,120	34
33	Grèce	0,887	0,791	10,8	-4	0,969	2	0,119	32
34	Pologne	0,876	0,816	6,8	4	1,008	1	0,109	31
35	Bahreïn	0,875	..	..	..	0,927	3	0,181	46
35	Lituanie	0,875	0,800	8,6	2	1,030	2	0,105	30
35	Arabie saoudite	0,875	..	..	..	0,917	4	0,247	59
38	Portugal	0,866	0,773	10,7	-4	0,994	1	0,067	15

Classement selon l'IDH	Indice de développement humain (IDH)	IDH ajusté aux inégalités (IDHI)		Indice de développement de genre		Indice d'inégalité de genre			
	Valeur 2021	Valeur 2021	Perte globale ^b (%) 2021	Différence par rapport au rang de l'IDH ^a 2021	Valeur 2021	Groupe ^c 2021	Valeur 2021	Rang 2021	
Développement humain faible									
160	Tanzanie (République-Unie de)	0,549	0,418	23,9	8	0,943	3	0,560	146
161	Pakistan	0,544	0,380	30,1	0	0,810	5	0,534	135
162	Togo	0,539	0,372	31,0	-1	0,849	5	0,580	149
163	Haïti	0,535	0,327	38,9	-12	0,898	5	0,635	163
163	Nigéria	0,535	0,341	36,3	-7	0,863	5	0,680	168
165	Rwanda	0,534	0,402	24,7	11	0,954	2	0,388	93
166	Bénin	0,525	0,334	36,4	-7	0,880	5	0,602	152
166	Ouganda	0,525	0,396	24,6	9	0,927	3	0,530	131
168	Lesotho	0,514	0,372	27,6	5	0,985	1	0,557	144
169	Malawi	0,512	0,377	26,4	7	0,968	2	0,554	142
170	Sénégal	0,511	0,354	30,7	2	0,874	5	0,530	131
171	Djibouti	0,509	--	--	--	--	--	--	--
172	Soudan	0,508	0,336	33,9	-1	0,870	5	0,553	141
173	Madagascar	0,501	0,367	26,7	7	0,956	2	0,556	143
174	Gambie	0,500	0,348	30,4	4	0,924	4	0,611	153
175	Éthiopie	0,498	0,363	27,1	8	0,921	4	0,520	129
176	Érythrée	0,492	--	--	--	--	--	--	--
177	Guinée-Bissau	0,483	0,306	36,6	-5	0,867	5	0,627	159
178	Libéria	0,481	0,330	31,4	2	0,871	5	0,648	164
179	Congo (République démocratique du)	0,479	0,341	28,8	7	0,885	5	0,601	151
180	Afghanistan	0,478	--	--	--	0,681	5	0,678	167
181	Sierra Leone	0,477	0,309	35,2	0	0,893	5	0,633	162
182	Guinée	0,465	0,299	35,7	-4	0,850	5	0,621	157
183	Yémen	0,455	0,307	32,5	1	0,496	5	0,820	170
184	Burkina Faso	0,449	0,315	29,8	5	0,903	4	0,621	157
185	Mozambique	0,446	0,300	32,7	0	0,922	4	0,537	136
186	Mali	0,428	0,291	32,0	-2	0,887	5	0,613	155
187	Burundi	0,426	0,302	29,1	3	0,935	3	0,505	127
188	République centrafricaine	0,404	0,240	40,6	-3	0,810	5	0,672	166
189	Niger	0,400	0,297	27,0	?	0,835	5	0,611	153
190	Tchad	0,394	0,251	36,3	1	0,770	5	0,652	165
191	Soudan du Sud	0,385	0,245	36,4	1	0,843	5	0,587	150

Source : Rapport sur le développement humain 2021-2022 (PNUD)

Recul de l'indice de développement humain

Le PNUD observe une baisse de cet indicateur associant santé, éducation et niveau de vie

Le déclin concerne presque tous les pays du monde. L'indice de développement humain (IDH), que le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) utilise depuis trente-deux ans pour mesurer la santé, l'éducation et le niveau de vie d'une nation, a, en 2021, diminué pour la deuxième année d'affilée, selon le rapport annuel de l'organisation publié jeudi 8 septembre. C'est la première fois qu'une baisse est enregistrée deux années de suite. L'IDH rejoint désormais son niveau de 2016 (0,732 sur 1). Fait particulièrement inquiétant, cette baisse concerne 90 % des pays du monde sur les deux dernières années, quand d'habitude seuls quelques pays observent une diminution. « Cela n'est jamais arrivé auparavant, même lors de la crise financière de 2008 », souligne Achim Steiner, administrateur du PNUD. Ce déclin sans précédent est dû à la conjonction de la récession économique subie par de nombreux pays et de la chute importante de l'espérance de vie à la naissance, qui est passée à l'échelle mondiale de 72,8 ans en 2019 à 71,4 ans en 2021, en raison de la crise due au Covid-19, selon les données du PNUD. « Alors que l'économie de certains pays a rebondi en 2021, l'espérance de vie a continué à chuter », explique Pedro Conceição, le

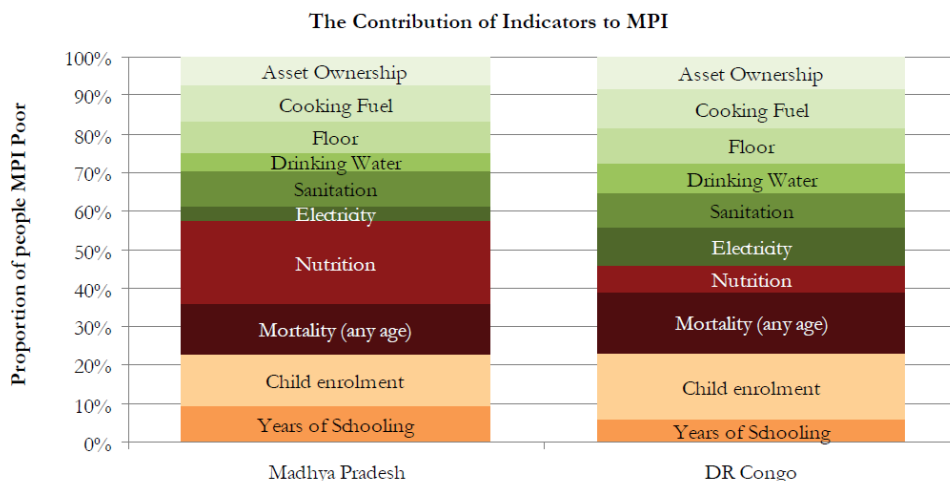
directeur du rapport. Exemple emblématique, les États-Unis ont perdu 2,7 ans d'espérance de vie en seulement deux ans de crise sanitaire. Un cas inédit dans les pays très développés. En cause, évidemment, depuis deux ans, la crise mondiale liée au Covid-19, mais aussi les tensions mondiales qui se sont multipliées, et qui ont accentué et bouleversé des équilibres fragiles dans de nombreux pays. Certes, le Covid-19 a montré la capacité des gouvernements, institutions et chercheurs à réagir rapidement face à une pandémie, en particulier en mettant au point des vaccins efficaces en seulement un an. « Mais les différences d'accès aux vaccins ont montré à quel point notre monde est devenu inégal et comment l'accès à quelque chose qui peut sauver la vie est conditionné à qui a le plus gros carnet de chèques », insiste Achim Steiner. Si l'économie de certains pays a pu rebondir, d'autres peinent à se remettre sur pied, creusant d'autant plus les inégalités déjà existantes, en lien notamment avec le réchauffement climatique. Parmi les pays particulièrement touchés figurent l'Amérique latine, les Caraïbes, l'Afrique subsaharienne et l'Asie du Sud. « Nous avons des inquiétudes sur le fait qu'il soit désormais plus difficile d'inverser la tendance et faire re-

monter l'IDH global », souligne Ulrika Modéer, cheffe des relations extérieures du PNUD. Les auteurs du rapport insistent particulièrement sur le fait que le monde est entré dans une ère d'incertitudes, mêlant le dérèglement climatique, des transformations de l'énergie et des matériaux laissant présager des bouleversements sociétaux peut-être aussi importants que le passage des sociétés agricoles aux sociétés industrielles, et, enfin, l'intensification de la polarisation politique et sociale entre les pays et à l'intérieur de ceux-ci. En miroir de ces « temps incertains », le rapport, s'appuyant sur des enquêtes menées dans de nombreux pays, estime qu'un tiers des personnes dans le monde se sentent stressées et moins d'un tiers font confiance aux autres. **La France conserve son rang** « Nous avons vu, avec le coût de la vie et les crises énergétiques, que, s'il est tentant d'y apporter des solutions rapides comme les subventions aux combustibles fossiles, les tactiques de secours immédiats retardent les changements systémiques à long terme que nous devons apporter », alerte Achim Steiner. Pour ce faire, trois pistes doivent être explorées, selon le PNUD. D'abord, engager des investissements, à la fois publics et privés, dans les énergies renouvelables et

la préparation aux pandémies, entre autres. Ensuite, fournir des assurances aux populations, comme l'accès à la protection sociale. Enfin, soutenir l'innovation, qu'elle soit technologique, économique ou culturelle, pour mieux répondre aux difficultés à venir. De son côté, la France a conservé son rang dans le classement des IDH (28^e avec un score de 0,903), une place moyenne parmi les « pays à très haut développement humain », derrière le trio de tête formé par la Suisse, la Norvège et l'Islande. Son IDH a pourtant baissé, notamment à cause de l'espérance de vie, passée de 82,7 ans en 2019 à 82,5 ans en 2021, mais aussi de la contraction de son économie – une chute du produit national brut par habitant de plus de 1 000 dollars entre 2019 et 2021. Le calcul de son niveau d'éducation grève également la place de la France dans ce classement. Dans tous les cas, les inégalités se creusent toujours entre le haut et le bas du tableau, où le Niger, le Tchad et le Soudan du Sud stagnent en dessous de 0,4. « Le paradoxe de notre époque est peut-être notre incapacité à agir, malgré les preuves de plus en plus nombreuses de la détresse que les pressions humaines sur la planète font subir aux systèmes écologiques et sociaux », relève le rapport. ■

DELPHINE ROUCAUTE

Source : Le monde, 09 septembre 2022.

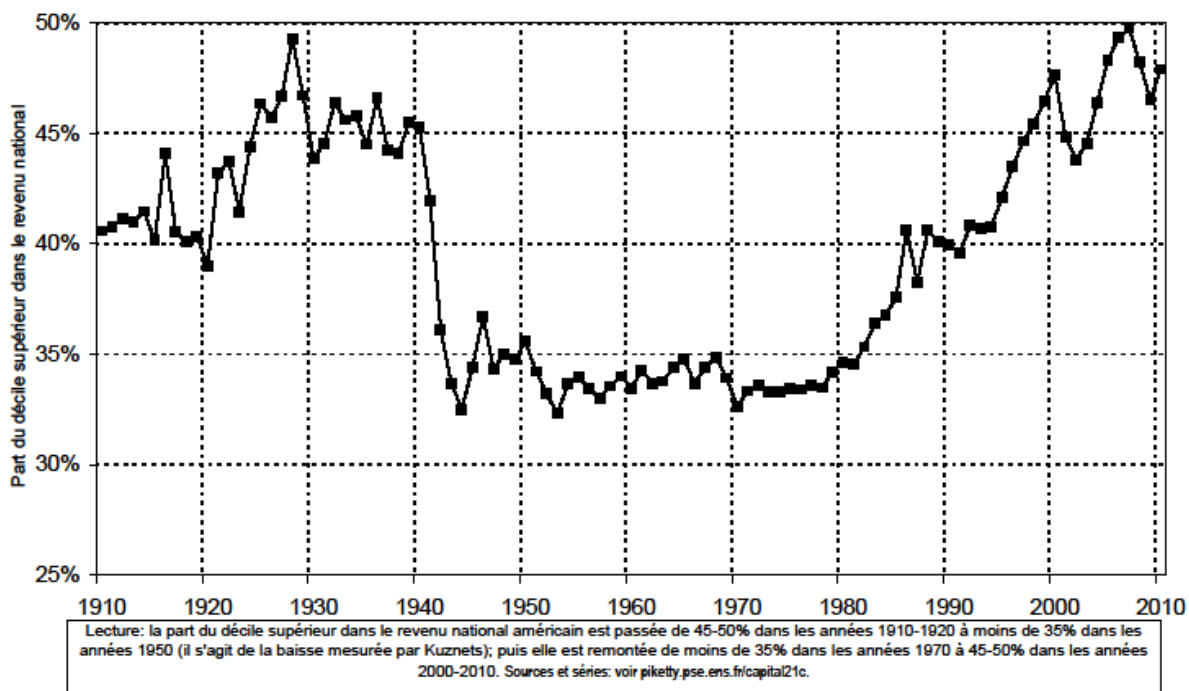


Source : Sabina Alkire, présentation Conférence AFD EUDN à Paris en novembre 2010.

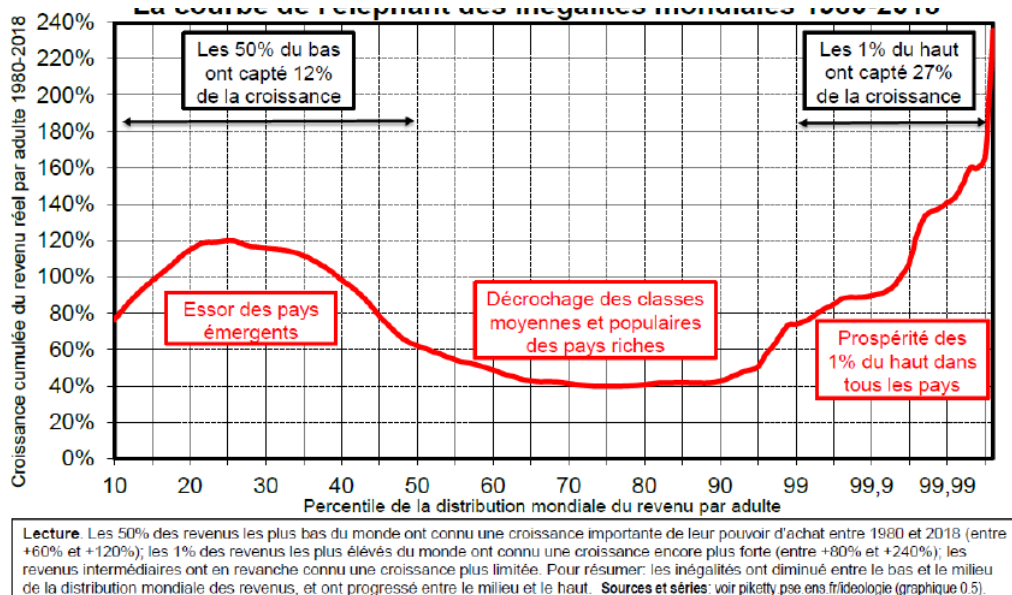
→ **Madhya Pradesh (Inde)** : la mal nutrition est le problème **le plus important**.

→ **RD Congo** : le taux de scolarisation et l'accès à l'électricité sont **les points à améliorer en priorité** comparativement à l'Inde.

DOCUMENT N°5 : L'inégalité des revenus aux Etats-Unis, 1910-2010

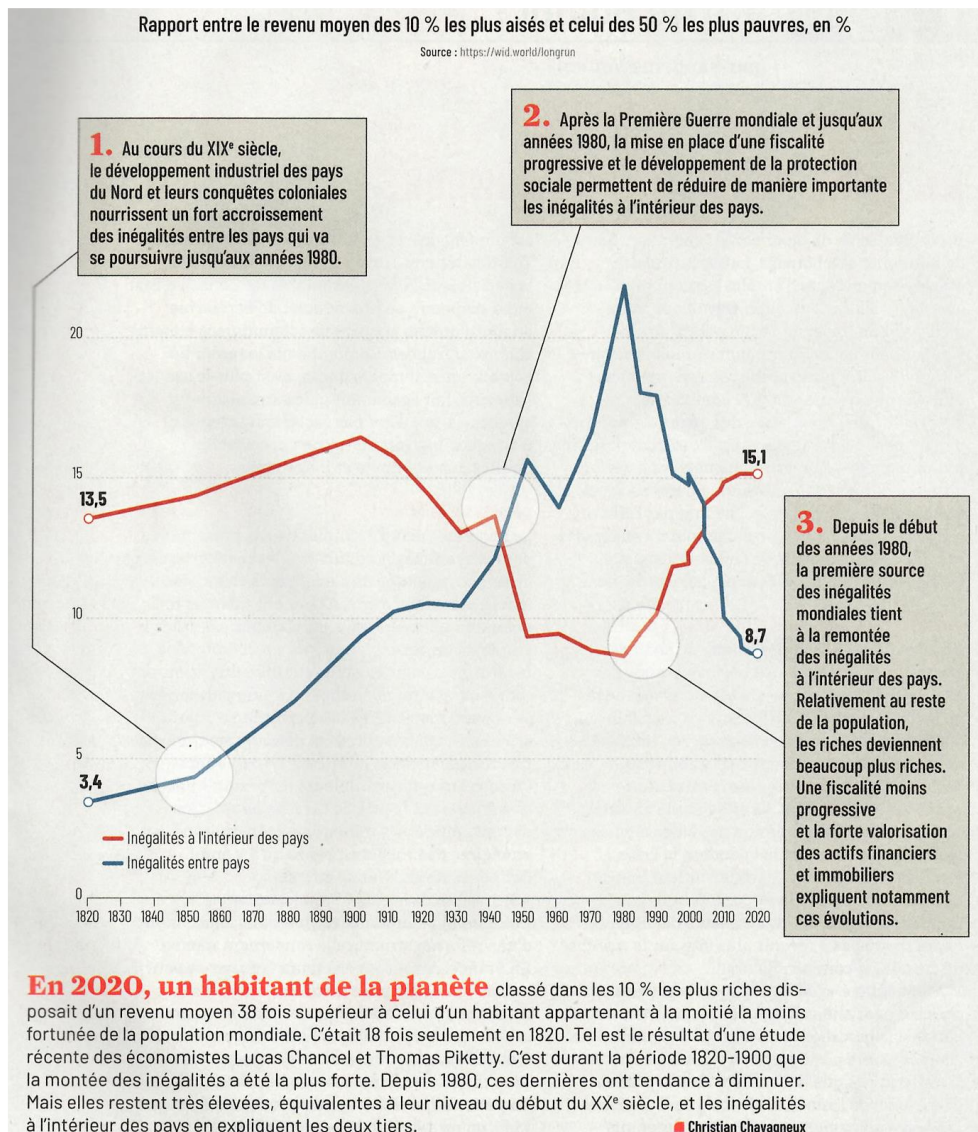


Source : Le capital au XXIe siècle Thomas Piketty (2013)



Source : Capital et idéologie Thomas Piketty (2019), inspirée des travaux de Branko Milanovic (2012).

DOCUMENT N°7 : Les composantes de l'inégalité mondiale, 1820-2020



DOCUMENT N°8 : Les routes de la soie chinoises, un projet titanesque qui suscite une méfiance croissante

- En dix ans, la Chine a investi autour de 1.000 milliards de dollars dans plus de 150 pays.
- Mais la critique monte de la part de plusieurs d'entre eux faisant face à une crise de la dette et déplorant le manque de retombées économiques locales.

MULTILATÉRAL

Frédéric Schaeffer
— Correspondant à Shanghai

C'était il y a dix ans. Le 8 septembre 2013, quelques mois à peine après avoir pris les rênes de l'Etat-Parti chinois, Xi Jinping évoque pour la première fois son projet de « *ceinture économique de la route de la soie* ». « *Habitué par près de 3 milliards de personnes, elle représente le plus grand marché au monde avec un potentiel sans précédent, souligne le président chinois depuis l'université Nazarbaïev au Kazakhstan. Le potentiel de coopération commerciale et d'investissement entre les pays concernés est énorme.* » Un mois plus tard, c'est depuis l'Indonésie que Xi Jinping trace « *une route de la soie maritime pour le XXI^e siècle* ».

« *S'il faut attendre le printemps 2015 pour voir apparaître un premier document officiel, l'initiative chinoise rebaptisée « Belt and Road Initiative » (BRI) est devenue depuis l'un des projets d'infrastructures les plus ambitieux jamais conçus.*

Forum à Pékin en octobre

La Chine aurait investi plus de 1.000 milliards de dollars dans ce projet difficile à évaluer du fait de son aspect multidimensionnel et fourre-tout. Plus de 200 accords de coopération ont été conclus avec plus de 150 pays et plus de 30 organisations internationales en dix ans, revendique Pékin, englobant plus

des deux tiers de la population de la planète et 40 % du PIB mondial.

Sous l'égide de Xi Jinping, un grand forum consacré aux nouvelles routes de la soie se tiendra le mois prochain à Pékin pour lequel sont attendus des dizaines de chefs d'Etat et de gouvernement. Ce sommet informel sera l'occasion pour la Chine de défendre et de relancer son projet après les défis posés par le Covid (arrêt ou ralentissement de nombreux chantiers) et la défiance croissante apparue chez plusieurs partenaires.

De nombreux analystes ont qualifié les prêts chinois de « diplomatie du piège de la dette ».

L'Italie vient déjà de gâcher la fête, quatre ans après avoir été le seul pays du G7 à adhérer à l'initiative chinoise. La participation aux nouvelles routes de la soie « *n'a pas produit les résultats que nous espérons* », vient de lâcher Antonio Tajani, le ministre des Affaires étrangères.

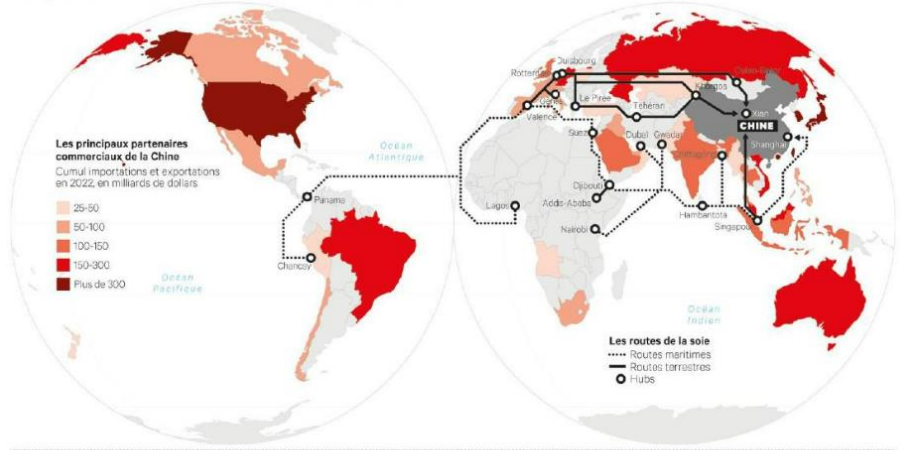
Depuis que la pandémie et l'invasion l'Ukraine ont ébranlé les marchés mondiaux, « *un nombre croissant de pays à faible revenu de la BRI ont eu du mal à rembourser les prêts associés. L'initiative déclenchant une vague de crises de la dette et de nouvelles critiques* », pointe une étude du think tank américain Council on

Foreign Relations (CFR). Taux d'intérêt supérieurs au prix de marché, maturités plus courtes, clauses opaques : les pratiques des prêteurs chinois ne sont pas celles de la Banque mondiale ou des pays de l'OCDE. De nombreux analystes ont qualifié les prêts chinois via la BRI de « *diplomatie du piège de la dette* » conçue pour donner à la Chine un effet de levier sur d'autres pays et même s'emparer de leurs infrastructures et de leurs ressources. L'exemple qui a fait le plus grand bruit est celui du Sri Lanka. Incapable de faire face à ses échéances, le gouvernement a dû concéder à la Chine un bail de 99 ans sur la propriété du projet portuaire d'Hamantota. Un cas extrême qui serait toutefois isolé, jugent certains experts. Dans plusieurs pays (Pakistan, Malaisie, Cambodge, Sri Lanka, Kazakhstan...), la population a critiqué la faiblesse des retombées économiques locales.

Nouvel ordre international

« *Tous les projets de la BRI n'ont pas été sous-performants*, relèvent les chercheurs américains Michael Bennon et François Fukuyama dans la revue « *Foreign Affairs* ». Le projet portuaire grec du Pirée, qui a permis d'agrandir le plus grand port du pays, a produit les résultats gagnant-gagnant promis par Pékin, tout comme d'autres initiatives de la BRI ». Conçues pour sécuriser ses approvisionnements et fournir des débouchés à ses entreprises, les nouvelles routes sont aussi pour la

Le rayonnement commercial de la Chine à travers le monde



Chine l'occasion de promouvoir un nouvel ordre international qui lui est favorable. Elles sont au cœur de l'affirmation de puissance de la Chine défendue par Xi Jinping. Révélateur de l'importance du projet, le concept même de BRI a été ajouté dans la constitution, comme l'a été la « *pensée* » de Xi Jinping. Face à l'initiative chinoise, la réponse américaine et européenne

fait pâle figure. Un an après le lancement par Joe Biden de la « *Build Back Better World Initiative* », « *les engagements ne totalisent que 6 milliards de dollars* », indique le CFR. En décembre 2021, l'UE a annoncé un programme d'investissement dans les infrastructures de 300 milliards d'euros (« *Global Gateway* ») destiné à rivaliser avec l'offensive chinoise. Mais des freins

et des désaccords entre Etats membres compliquent sa mise en œuvre. Si la France n'a pas caché sa prudence face à l'initiative chinoise, plus de deux tiers des pays membres de l'UE ont signé des projets dans le cadre des nouvelles routes de la soie.

Lire l'éditorial de Lucie Robequain
Page 14

Le gouvernement italien se prépare à quitter le projet

Le retrait de l'Italie, seul pays du G7 à avoir pris
« *C'est une estimation intermédiaire d'un projet qui n'est pas*

Illustration

Source : Les Echos, 07 septembre 2023.

I. Introduction

- Adoptés par 192 Etats en **2000**, les **Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD)** posaient **huit objectifs** à atteindre en **2015** pour l'amélioration des **conditions de vie**, de **santé** et d'**éducation** des habitants pauvres de pays en développement (PED).
 - Ils ont été remplacés en 2015 par les **Objectifs du Développement Durable (ODD)** composés de **17 objectifs** pour mettre fin à la **pauvreté**, lutter contre les **inégalités** et l'**injustice**, et faire face au **changement climatique**, ces objectifs étant ensuite déclinés en **169 cibles**.
 - Ils ont été adoptés par les Etats membres de l'ONU (**193 pays**) et sont à atteindre d'ici **2030**.
Document n°1.
 - Les ODD intègrent explicitement la dimension du **développement durable**. Mais il demeure un **risque d'inventaire à la Prévert** (liste longue de cibles à atteindre sans cohérence d'ensemble). De plus, le **problème du financement** se pose pour que les PED atteignent ces objectifs.
- **Économie du développement** : analyse **économique** appliquée au **processus de développement** et à l'étude des **pays en développement**.
- **Évolution historique** de cette branche des sciences économiques :
 - « Naissance » en **1943** par un article de **Paul Rosenstein-Rodan** portant sur les problèmes de l'**industrialisation** des pays de l'**Europe de l'Est** et du **Sud-Est** ravagées par la **guerre** et l'**occupation**.
 - L'analyse du développement progresse surtout aux États-Unis **dans les années 1950**, dans un relatif **optimisme** quant aux possibilités de croissance des pays pauvres (**Paul Rosenstein-Rodan, Ragnar Nurkse, Albert Hirschman, Gunnar Myrdal, Raúl Prebisch, Walt Rostow...**).
 - **Dans les années 60 et 70**, les échecs du développement réel, les difficultés de nombreux pays, la stagnation de certains, ont fait que cet optimisme a laissé la place à un **pessimisme généralisé**.
 - L'idée que le sous-développement est la conséquence de la **domination** des pays développés sur les PED, domination qui rend tout rattrapage impossible, est largement répandue (**Paul Baran, Arghiri Emmanuel, Celso Furtado...**).
 - Enfin, depuis les années 1980, l'économie du développement est fortement marquée par un retour de la **pensée économique libérale**, avec des auteurs qui défendent l'économie de marché, les programmes de libéralisation, de privatisation, l'ouverture à l'extérieur, le libre-échange (**Jacob Viner, Alfred Sauvy, Bela Balassa, Ann Krueger, Kenneth Rogoff...**) (d'où les programmes d'ajustement structurels du FMI), mais aussi qui s'intéressent aux aspects **institutionnels** du développement (**Douglass North, Mancur Olson, Daron Acemoglu...**) ou encore développent les théories de la croissance dite **endogène** (**Paul Romer, Xavier Sala-i-Martin, Robert Lucas, Robert Barro...**).
- **Terminologie** : « Pays sous-développés » ? « Pays en développement » ? « Pays en voie de développement » ? « Tiers-monde » ?
 - L'ONU et les institutions internationales adoptent aujourd'hui l'expression de « **pays en développement** », jugée **moins péjorative** car sous-entendant qu'il existe un **processus continu d'amélioration**. Les pays en développement forment le « **tiers monde** » (Alfred Sauvy, 1952).
- **Qu'appelle-t-on un pays en développement ?**
 - Les économies sont classées par la **Banque Mondiale** selon leur niveau de **Revenu National Brut (RNB) par habitant** (pays à faible revenu, à revenu intermédiaire tranche inférieure/tranche supérieure et à revenu élevé).

- Les **pays en développement** comprennent alors tous les pays à **revenu faible et intermédiaire**, par opposition aux pays à revenu **élevé**.
- Mais finalement cet ensemble se caractérise par sa **diversité**, comme le résume **William Easterly (2003)** : « *Les pays pauvres se composent d'une **incroyable variété** d'institutions, de cultures et d'histoires : des civilisations millénaires chez des géants comme la **Chine ou l'Inde** ; des nations **africaines** en proie à des convulsions liées à des siècles de traite esclavagiste, de colonialisme, de frontières arbitraires, de maladies tropicales et de despotes locaux ; les pays **d'Amérique latine** avec deux siècles d'indépendance et cinq d'inégalité extrême ; des **civilisations islamiques** avec une longue histoire d'avance technique relative sur l'Occident et de déclin par la suite ; et enfin des pays tout juste créés comme le **minuscule Timor**. **L'idée d'amalgamer toute cette diversité dans un « monde en développement » qui « décollerait » grâce à l'aide étrangère est une simplification héroïque...** ».*
- Exemple : **Document n°2** : Les BRICS sont élargis depuis l'été 2023 à 6 nouveaux pays.
- **Les une catégorie de PED particulière** :
 - Catégorie de pays créée en **1971** par les **Nations Unies**.
 - Les pays les moins avancés sont les pays **les plus pauvres et les plus faibles** du monde. Ils sont **structurellement handicapés** dans leur développement, vulnérables au niveau économique. Ils bénéficient de **mesures d'appui spécifiques**.
 - Pour être qualifié de PMA, un pays doit remplir les **trois critères** :
 - **Niveau de revenu bas**, calculé en fonction du PIB par habitant sur 3 ans.
 - **Retard dans le développement humain**, mesuré en tenant compte de la malnutrition, du taux de mortalité des enfants, de la scolarisation, et du taux d'alphabétisation.
 - **Vulnérabilité économique**, en fonction de la taille de la population, du degré d'isolement, des exportations, des différentes cultures agricoles, des catastrophes naturelles et de leurs incidences.
 - En appliquant ces critères, on compte aujourd'hui **46 PMA**. La plupart d'entre eux se situent en Afrique. Ils étaient 25 lors de la création de l'appellation (Angola, Bénin, Tchad, Togo, Ouganda, Bénin, Népal, Mali, Libéria, Somalie, Soudan...).
 - Les mesures internationales de soutien associées au statut de PMA concernent les **préférences commerciales**, le **financement du développement**, y compris **l'aide publique au développement**, **l'allègement de la dette** (initiative des pays pauvres très endettés (1996) par exemple), **l'assistance technique** et d'autres formes de soutien.

II. Définitions et état des lieux


A. Une notion qualitative et relative

- Le développement est avant tout une action **qualitative** qui implique des changements dans les structures **démographiques, sociales et mentales** pouvant favoriser et accompagner la **croissance économique** (mais pas **nécessairement**) ; elle se traduit par une **amélioration du bien-être** de **toute** la population.
 - Pour certains, le développement est une notion **relative** qui s'intègre **nécessairement** dans la **comparaison internationale**.
 - Ainsi le développement n'existe qu'avec son double, le **sous-développement** (écho à la terminologie utilisée au sortir de la Seconde Guerre mondiale).
- Le développement a longtemps été pourtant appréhendé comme un processus au profit de la **croissance** : aspect **quantitatif** et approche « **des origines** » où on **confondait** à tort croissance et développement.

- **François Perroux** : « *Le développement est la combinaison des **changements mentaux et sociaux** d'une population qui la rendent apte à faire croître, **cumulativement et durablement**, son **produit réel global** ».*
- Changements **sociaux** : « *urbanisation, développement de la scolarisation, amélioration de la santé, baisse de la fécondité et par conséquent transition démographique* ».
- Objectif : **croissance** et non le **bien-être** de toute la population (pas de notion d'inégalité par exemple)...
- Ainsi, aujourd'hui le développement vise plutôt une amélioration du **bien-être** de l'**ensemble** de la population : aspect plus **qualitatif** et approche **actuelle** du développement.
 - Le développement **économique** désigne les évolutions positives dans les changements **structurels** d'une zone géographique ou d'une population : évolutions démographiques, techniques, industrielles, sanitaires, culturelles, sociales.
 - De tels changements engendrent l'**enrichissement**, la **couverture des besoins fondamentaux** et l'**amélioration des conditions de vie** de toute la population.
- Pour certains, le développement serait également un **processus d'expansion des libertés réelles** (politiques, opportunités sociales, facilités économiques) comme pour **Amartya Sen Development as Freedom (1999)**.
 - Cette liberté est celle de choisir parmi les **différents modes de vie possibles**.
 - Une telle vision invite à **dépasser une définition du développement** fondée sur les seules perspectives de la croissance du produit national brut, de l'industrialisation ou des progrès des technologies et de la modernisation sociale en se rapprochant des notions de **dignité humaine, d'épanouissement humain** et de **liberté**.
 - ⇒ Le développement apparaît comme un processus visant à **augmenter la capacité d'une personne à jouir de libertés**.
 - ⇒ **Amartya Sen (2000)** insiste également sur l'importance de la **démocratie** (utilité du débat pour pacifier les acteurs, meilleure circulation de l'information favorable à l'éducation, à la santé...).
 - **La capacité implique les moyens d'une réalisation**. Il est donc nécessaire qu'interviennent des **institutions publiques**, celles-ci facilitant, par l'apport de **ressources complémentaires** (aides, formations, activités culturelles...), **la réalisation des projets personnels et professionnels**.
 - Enfin, il importe de veiller à ce que les générations **futures** puissent créer au moins autant de capacités que la génération **présente** , pour construire le mode de vie qu'elles souhaitent. Cette préoccupation en termes de capacités, rejoint celle du **développement durable**.
- **Notions connexes au développement** :
 - **Développement humain** : Lorsque les besoins fondamentaux de tous sont **couverts**. Cette notion est en fait inspirée des travaux d'**Amartya Sen**. Le développement humain implique **trois conditions** :
 - Vivre **longtemps** et en **bonne santé**.
 - Acquérir un **savoir**.
 - Et avoir accès aux ressources nécessaires pour jouir **d'un niveau de vie convenable**.
 - Il peut englober **également** des notions telles que la liberté politique, économique ou sociale, le respect de soi et la garantie des droits humains fondamentaux.
 - **Développement durable** : développement qui répond aux **besoins présents** sans compromettre la capacité des **générations futures** de répondre aux leurs d'après le **rapport Brundtland (1987)**.
 - Rappels : 3 piliers (économique, écologique et social) et la RSE (responsabilité sociétale des entreprises) est en fait l'**application** aux entreprises du concept de développement durable.

- **Ecodéveloppement d'Ignacy Sachs** : développement des populations par **elles-mêmes** (démocratie **participative**), utilisant au mieux les **ressources naturelles**, s'adaptant à un environnement qu'elles transforment **sans le détruire**.
 - A l'origine, le concept de l'écodéveloppement correspondait à une **stratégie de développement rural** dans le tiers-monde, fondée sur **l'utilisation ingénieuse** de ressources **locales** et du **savoir-faire paysan**.
 - Ce concept permet de dépasser **deux** conceptions considérées comme antinomiques, **celle du développement économique et celle du respect de l'environnement**.
 - Cette notion est donc désormais intégrée dans les **Objectifs de Développement Durable**.

- **Décroissance** : rejet de l'idée en tant que telle d'une **augmentation** de la croissance économique, dont certains prônent une **réduction contrôlée**. Cela implique un **changement radical** des modèles de consommation et de production, et des modes de vie.
 - La croissance augmente le fossé entre les ressources disponibles et les besoins. Or la croissance **zéro (état stationnaire)** ne le réduit pas, seule la **décroissance peut assurer un avenir à l'humanité**. Idée défendue initialement par **Nicholas Georgescu-Roegen** La décroissance. Entropie-écologie-économie (1971).
 - **Serge Latouche (La décroissance, 2019)** explique qu'une **société de croissance** n'est pas soutenable. Une production effrénée de richesses engendre des **raretés**, des **pénuries** en air, en eau, en territoires et porte atteinte à la **biodiversité**.
On aborde ici la **question de l'empreinte écologique**, c'est-à-dire le **poids environnemental de notre société de croissance**. Il est donc vital de **penser une autre société**, qui serait plus sereine, pacifiée et surtout plus respectueuse d'autrui.
Pour y parvenir, Serge Latouche suggère plusieurs pistes :
 - Une **relocalisation des activités industrielles et de services** : repenser le rôle du **protectionnisme** comme un outil de **transition** au service des relocalisations.
 - Une **réduction de l'obsolescence** des produits afin de limiter les gaspillages de ressources.
 - Une **diminution sensible du temps de travail**, diminution imposée afin d'assurer à tous un emploi satisfaisant.
 - Une recherche de **vie sociale** plutôt que d'une consommation effrénée.

 Lecture de l'article du Monde Diplomatique – Pour une société de décroissance, Serge Latouche (2003).

1. Croissance et développement

- Quantitatif vs qualitatif : **à ne pas confondre**.
Toutefois, ces deux notions sont **liées**. Ce sont des phénomènes **simultanés**.
 - La **croissance** permet de dégager des **moyens financiers** pour développer des infrastructures permettant l'accès à l'eau, à la santé, à l'éducation, et ainsi le **développement**.
 - La **croissance** permet également d'accroître l'**indépendance** économique nationale, en rendant l'aide étrangère **moins nécessaire** pour se financer, contribuant ainsi au **développement**.

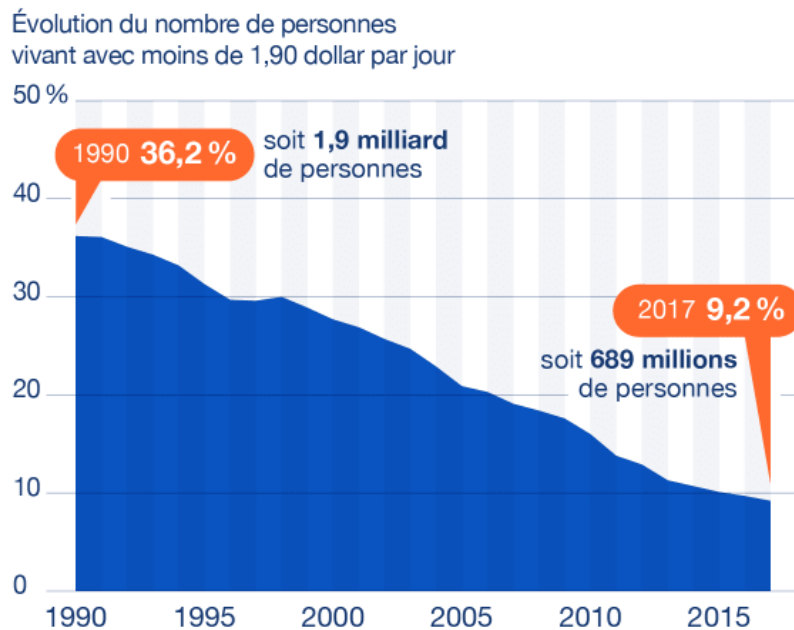
 - La **croissance** peut **à l'inverse limiter** le développement : la croissance est à l'origine d'**externalités négatives** qui nuisent à **l'amélioration du bien-être** de toute la population.

- La croissance peut aller de pair avec un **accroissement de la pollution, des bidonvilles, des inégalités**, une **détérioration des conditions de vie pour les plus pauvres**, la **misère** et la **répression politique et sociale**, qui ne favorisent pas le bien-être de la population.
 - Selon **Ignacy Sachs** et sa notion de « **mal développement** », la croissance économique, même si elle est forte et accompagnée d'une **modernisation** des structures de production, **ne conduit pas** au développement. Au contraire, elle débouche généralement sur un **accroissement des inégalités sociales**, qui sont pour partie responsables de la **dégradation environnementale**.
 - Selon lui, quatre crises sont caractéristiques d'un « **mal développement** » : crise du **chômage**, crise des **services sociaux**, crise de **l'éducation** et enfin crise de **l'environnement**.
 - Le **développement** peut en sens inverse permettre la **croissance** par l'accumulation de capital humain (éducation des filles **et** des garçons), l'accumulation technologique, l'amélioration de la santé...
 - Ces éléments sont des moteurs **communs** à la croissance et au développement en vertu des **théories de la croissance endogène (Paul Romer, 1986 et 1990, Robert Barro, 1990 et Robert Lucas, 1988)**.
 - Ainsi, il existe un lien **non-linéaire et non durable** entre croissance et développement, confirmé par des études empiriques et théoriques :
 - **Paradoxe d'Easterlin Does Economic Growth Improve the Human Lot? Richard Easterlin (1974)** : une augmentation du PIB/habitant entraîne une augmentation **temporaire** du bonheur ou de la satisfaction subjective. Mais à **long terme**, par habitude, il y a un retour **au même niveau de satisfaction**. Il serait donc aussi nécessaire de revoir les **indicateurs traditionnels** du développement et de la pauvreté.
 - **Growth and Happiness in China, 1990-2015 Richard Easterlin (2017)** : le PIB a beaucoup augmenté sur la période 1990-2015 en Chine, mais le **bien-être subjectif des chinois a baissé**, surtout pour les classes **les plus pauvres et les plus âgés**.
 - **Encore plus étonnant**, ce bien-être a augmenté depuis une dizaine d'année (sans revenir à son niveau de 1990), **alors que la croissance marque le pas en Chine !**
 - Le bonheur baisse quand la croissance est forte et reprend des couleurs quand elle s'affaiblit...
- ⇒ Vers un **indicateur de satisfaction, de bonheur plutôt que l'usage du PIB ?**
- **La fabrique de la défiance Yann Algan, Pierre Cahuc et André Zylberberg (2012)** : le **bien-être** dépend essentiellement de la qualité des **relations sociales**.
 - Depuis l'après-guerre, la **hausse des niveaux de vie dans les pays industrialisés** ne s'est pas accompagnée d'une **hausse significative du bien-être**.
 - En **France**, les auteurs font le **constat** suivant, plutôt **pessimiste** : la hausse des niveaux de vie s'est traduite par une destruction progressive du **lien social**, société **refermée sur elle-même**, manque de coopération et de confiance, et ce en entreprise comme dans le milieu scolaire, ainsi que **manque de dialogue**, et **culture du conflit**.
 - **Les Trente Glorieuses Jean Fourastié (1979)** : Il montre que nos ancêtres auraient été stupéfaits de voir que les Trente Glorieuses, où le plus grand nombre a accédé au confort matériel « *ait pu être vécu dans la revendication **hargneuse** et au mieux dans la **morosité*** ». Là encore, la croissance économique n'a pas été « ressentie », n'a pas été source d'une hausse du bien-être ressenti.

- **High Income improves Evaluation of Life but not Emotional Well Being Daniel Kahneman et Angus Deaton (2010)** : aux **Etats-Unis**, le bien-être **ne s'accroît plus** quand le revenu dépasse l'équivalent de 6 200 dollars par mois. Idée que « l'argent ne fait pas le bonheur ».
Les hauts revenus permettent de s'acheter ce que les auteurs appellent la « **life evaluation** » (vision, image que les gens ont d'une vie réussie) **mais pas le bonheur**, qualifié d'« **emotional well-being** » (qualité émotionnelle de l'expérience quotidienne de chacun : fréquence et intensité de joie, stress, tristesse, colère, tout ce qui fait que la vie est plaisante ou non).

2. Pauvreté et développement

- L'approche **monétaire** de la pauvreté : revenu sous **un seuil de pauvreté**.
 - **Soit en termes de pauvreté absolue** : le seuil correspond à l'équivalent **monétaire** d'un panier de biens et de services considérés comme le **minimum nécessaire** à l'existence
 - Peut être définie comme le nombre de personnes qui vivent avec moins de **1,90 \$ par jour en parité de pouvoir d'achat (seuil d'extrême pauvreté)**.
 - Ce seuil est utilisé par la **Banque Mondiale** notamment, ainsi qu'aux **Etats-Unis**.
 - Le taux d'extrême pauvreté dans le monde a été divisé **par près de quatre** entre 1990 et 2017.



Source : Banque Mondiale.


- **Soit en terme de pauvreté relative** : le seuil est fixé en **fonction du revenu médian** (60 % en Europe).
En **France métropolitaine**, un individu est considéré comme pauvre quand ses revenus mensuels sont inférieurs à **1 102 euros**, soit un **taux de pauvreté** de 14,6 % (Insee, données 2020).
- L'approche de la pauvreté en termes de **pauvreté humaine ou sociale** intègre dans les besoins **fondamentaux** l'alimentation, le vêtement et l'habitat mais aussi la santé, l'éducation, l'accès à l'eau (qui est un droit de l'homme depuis 2010).
- L'approche de la pauvreté en termes d'**exclusion** ne se réfère pas uniquement aux diverses formes de **déprivation matérielle** ou de **services sociaux**, mais à un processus de **désintégration sociale**.
 - **Exemple** : le travail est un mode d'accès à des moyens d'existence mais aussi le **principal vecteur de lien social**. On est pauvre quand on n'arrive plus soi-même à **s'intégrer à la société**.

- **L'approche sociologique de Georg Simmel Les pauvres (1907) :**
 - « Les pauvres, en tant que **catégorie sociale**, ne sont **pas ceux** qui souffrent de manques et de privations spécifiques, mais ceux qui reçoivent **assistance** ou **devraient** la recevoir selon les **normes sociales**. Par conséquent, la pauvreté ne peut, dans ce sens être définie comme un état **quantitatif** en lui-même, mais seulement par rapport à la **réaction sociale** qui résulte d'une situation spécifique ».
 - La pauvreté serait **relative** et surtout **construite socialement**.
- ⇒ Autre vision qui rejoint celle en termes d'**exclusion** : on est pauvre dès lors que l'on est exclu **par la société en touchant les revenus d'assistance**.
- Remarque : Selon ces dernières définitions de la pauvreté, on peut dire qu'elle n'est **pas un problème unique aux pays en développement** : elle concerne également les **pays développés**, mais elle touche une **catégorie plus forte** de la population dans les pays en développement lorsqu'elle est mesurée en **valeur absolue** : surtout en Afrique sub-saharienne et en Asie du Sud (dont Inde).

B. La difficile mesure du développement et de ses différents aspects

- Pour **mesurer le développement**, l'indicateur qu'est le PIB semble **insuffisant** ou **incomplet**. Il existe de **multiples autres** indicateurs de mesure du développement, chacun couvrant des **aspects particuliers** du développement.
- **Document n°3. Indice de Développement Humain (IDH, créé par le PNUD, 1990)** : indice statistique **composite** pour évaluer le niveau de développement de chaque pays du monde **et** pour permettre des comparaisons internationales.
Il **agrège** trois dimensions, qui sont évalués au moyen des indicateurs suivants :
 - **Espérance de vie à la naissance**.
 - **Niveau d'éducation** :
 - Durée **moyenne** de scolarisation de la population adulte actuelle de plus de 25 ans.
 - Durée **attendue** de scolarisation des enfants en âge de scolarisation : nombre d'années de scolarisation dont un enfant d'âge d'entrée à l'école peut **espérer bénéficier** si les taux de scolarisation par âge devaient **demeurer inchangés tout au long de la vie de l'enfant** (UNESCO).
 - **Niveau de vie** : Revenu national brut (RNB) par habitant.
 - L'IDH résulte de la **moyenne arithmétique** de ces indicateurs, et est compris entre **0 et 1** allant vers des valeurs plus favorables en croissant.
- **Indice Sexospécifique de Développement Humain ou Indice de Développement de Genre (IDG, créé par le PNUD, 1995)**
 - Une pénalité est assignée aux **différences de sexes**. On appelle cette pénalité le coefficient d'**aversion pour l'inégalité**. Pour chacune des trois dimensions de l'IDH, un **indice d'égalité de la répartition** est construit entre les hommes et les femmes.
 - L'ISDH est la moyenne des trois indices de l'IDH **en intégrant le coefficient d'aversion pour l'inégalité**.
- **Indice d'Inégalité de Genre (IIG, créé par le PNUD, 2010)**
 - Évalue les **différences entre les sexes** dans la distribution des progrès et estime la perte de développement humain due **aux écarts de traitement** entre hommes et femmes.

- Il est estimé selon **trois dimensions** : la **santé reproductive** des femmes (taux de mortalité maternelle et taux de naissances chez les adolescentes), leur **autonomisation** (niveau d'éducation) et le **marché du travail** (taux de participation des femmes au marché du travail).
 - Cet indice donne une indication sur la manière dont les femmes sont **désavantagées** par rapport aux hommes **dans les trois domaines considérés**.
 - Il n'illustre cependant pas exactement une perte d'IDH, car il renferme des **dimensions différentes** de celles prises en compte par l'IDH.
- Sa valeur est comprise en **0 et 1** et plus sa valeur est élevée, plus le pays est **inégalitaire** entre hommes et femmes.
- **Indicateur de Pauvreté Humaine (IPH, créé par le PNUD, 1997)** construit sur la base de la théorie des capacités **d'Amartya Sen**.
 - **Trois aspects** : santé, conditions de vie, éducation. Plus l'IPH est élevé, plus un pays est pauvre.
 - On distingue l'**IPH-1** pour les **pays en développement**, pour mesurer l'**accès aux moyens indispensables à l'existence** (eau, santé), au **savoir** et la **longévité**.
 - Et l'**IPH-2** pour les pays **développés** avec le **taux de pauvreté**, le **pourcentage d'illettrisme**, la **probabilité de décès avant 60 ans** et le **pourcentage de chômeurs de longue durée**.
 - On retrouve la **dimension d'exclusion** et on voit aussi un caractère **relatif** ici de la pauvreté : pas les mêmes problèmes entre PED et PD.
- **Indice de pauvreté multidimensionnelle, Sabina Alkire (créé par le PNUD, 2010)**. **Document n°4**.
 - Il repose sur des mesures de la **santé** (malnutrition, mortalité infantile), de l'**éducation** (année d'étude et scolarisation), du **niveau de vie** (accès à l'énergie, eau, assainissement...). Au total, il y a 10 indicateurs pris en compte, ce qui en fait un indicateur **assez complet**.
 - L'auteure reconnaît que certes d'autres dimensions sont **primordiales** mais ne peuvent être ajoutées dans son indicateur faute de **données fiables** pour chaque pays : travail, protection contre la violence, émancipation, liberté politique...
 - **Avantage de cet indicateur** : il dégage les **postes prioritaires/dimensions** qui contribuent le plus à la pauvreté. Il fournit donc un **agenda** pour l'action. On identifie **mieux** les problèmes à résoudre.
- **Indices de satisfaction, de bonheur, de valeurs humaines ?** Exemple du **Bonheur National Brut (BNB, 1972)** au Bhoutan (petit pays d'Asie du Sud entre l'Inde et la Chine) : indice **alternatif**, créé par le **roi du Bhoutan** alors âgé de 16 ans, qui repose sur :
 - La **croissance** et le **développement** économique.
 - La conservation et la promotion de la **culture** bhoutanaise.
 - La sauvegarde de l'**environnement** et l'utilisation **durable** des ressources.
 - La bonne **gouvernance** responsable.
 - En-dehors du Bhoutan, **aucun pays ne mesure son BNB**. Seules quelques villes ont tenté l'expérience, comme **Sao Paulo** ou **Seattle**.
 - **Toutefois**, des tentatives sérieuses de développer un **indicateur du bonheur** ont vu le jour. Ainsi, l'OCDE a créé en 2011 un **Indicateur du Vivre Mieux/Bonheur Intérieur Brut**, qui agrège **onze thématiques** (logement, emploi, santé, sécurité, éducation, environnement...) et a établi un classement des pays où il fait « bon-vivre » dans son rapport annuel « **Comment va la vie ?** ».


 Regardez la vidéo sur le site internet du cours - 5 minutes au Bhoutan : le bonheur est-il le meilleur indicateur de croissance ?

 Retrouvez-le sur le site internet suivant : [Votre Indicateur Du Vivre Mieux \(oecdbetterlifeindex.org\)](http://voetreindicateur.org)

C. Les freins au développement

1. Communs à tous les pays en développement (PED)

- Beaucoup de PED ont connu la **colonisation** :
 - Processus historique de **colonisation** ou d'implantation de **comptoirs commerciaux**. Seules de rares sociétés, comme la Thaïlande, ont **totalemment** échappé à cette colonisation. Corrélation **mais** est-ce une causalité ? On peut établir un **lien de causalité** entre colonisation et retard de développement pour les raisons suivantes :
 - Exploitation de **culture de rente** par les pays colonisateurs, dans des grandes exploitations qui accaparent les meilleures terres **au détriment** des cultures vivrières. Toute l'économie est construite dans l'objectif d'**exporter les ressources naturelles exploitées**, et **non de satisfaire les besoins des populations locales**.
 - Destruction des **structures locales artisanales**.
 - Esclavage, massacres et travail forcé.
 - Exemple : **Paul Bairoch Le Tiers-Monde dans l'impasse (1992)** a analysé comment le monopole commercial imposé par la Grande-Bretagne à l'Inde colonisée **a modifié les structures d'exportations** de ce pays. **Anciennement** exportatrice de cotonnades, l'Inde en était **devenue importatrice** et n'exportait plus que des matières premières !
 - Cette **spécialisation sur les produits primaires a perduré après l'indépendance**, parce que l'exportation de matières premières, surtout agricoles, était devenue le seul moyen de se procurer les moyens de **financement** de l'économie et d'**importer** des biens manufacturiers.
 - **Inconvénients de la spécialisation sur les produits primaires pour les PED** (que l'on appelle aussi le piège de la **spécialisation primaire**) : pas forcément souhaitable pour le développement de se spécialiser sur des produits **primaires**, car c'est **en décalage** avec les traditions, les structures de l'économie, cela conduit à l'enrichissement que d'une partie de la population, et surtout les prix de ces matières premières sont **plutôt bas et volatiles** sur les marchés mondiaux...
- **Les ressources naturelles et les produits agricoles** (retour sur le piège de la **spécialisation primaire**) **représentent une part importante des exportations des pays émergents** : le pétrole en Russie, le bois en Malaisie, l'or en Afrique du Sud ou le café en Colombie.
- **Gouvernance institutionnelle défailtante** : **corruption** même au plus petit niveau (santé, formalités administratives, police), rentrées fiscales limitées.
 - Exemples : au Burkina Faso, le matériel médical n'est pas toujours fourni au patient quand il arrive à l'hôpital : il le paye au final plus cher que le vrai prix... ; corruption de la police nécessaire pour pouvoir porter plainte...
 - Le développement des **activités économiques informelles** a **parfois** contribué à accroître l'efficacité économique en introduisant une **dimension marchande** dans l'allocation des ressources, mais les études **empiriques** montrent que, **globalement, corruption et pauvreté vont de pair**.

 *Lecture du chapitre complémentaire – Economie informelle.*


- **Géographie** : les PED sont souvent soumis à un enclavement (pas de côtes, d'accès à des voies fluviales, maritimes etc.), climat hostile (sécheresse, mousson) ...

- **Dépendance vis-à-vis du commerce international** : fixation **unilatérale** des conditions de l'échange des marchandises par les pays développés au détriment des PED, et souvent ce sont des ressources dont le **prix varie beaucoup**.
- **Dépendance technologique** : faible capacité d'**innovation** des PED car ces pays ne maîtrisent **pas tout à fait** les innovations, mêmes lorsqu'elles sont transmises par les pays développés. Ils ne peuvent pas la développer, la faire évoluer et rattraper leur retard.
 - Mais **effet d'entraînement** toujours possible : cela dépend des secteurs et si la production technologique se fait ou non sur place.
 - Exemple : La Chine a une stratégie de développement commercial et technologique très offensive, qui cherche à **limiter cette dépendance technologique**, imposant des **joint-ventures** (accord passé entre deux ou plusieurs entreprises qui acceptent de poursuivre **ensemble** un but précis pour une durée limitée) entre entreprises **nationales** et étrangères **pour favoriser les transferts de technologie**.
- **Dépendance alimentaire** :
 - **Choix agricoles tournés vers l'exportation** comme en Inde : les PED doivent alors **importer** les aliments destinés à leur propre consommation !
 - Réduction progressive de la **production locale** et **épuisement des sols**.
 - On a assisté à un **déclin de l'agriculture vivrière** au profit de l'agriculture **extensive** destinée à l'exportation.
 - **Effets pervers de l'aide alimentaire** et de l'introduction de **nouveaux procédés** : Les populations sont progressivement habituées à des produits **qu'il faut importer** comme les engrais au détriment des cultures locales. Cela **bouleverse les régimes alimentaires** de ces pays. Au final, ces aides alimentaires ont pu même **concurrencer les productions locales** et nuire à l'**autosuffisance alimentaires des pays**.
- **Dépendance financière** :
 - Epargne **globalement** importante dans les PED **mais insuffisante** pour financer des investissements lourds. L'épargne est souvent **non** utilisée à des fins productives : **thésaurisation, corruption**.
 - De plus, le **système bancaire** est souvent **insuffisamment développé** (d'où le recours au **microcrédit**).
- **Capacité d'investissement étatique faible (faute de rentrées fiscales** en lien avec la gouvernance étatique défaillante) : infrastructures limitées, niveaux d'éducation et de santé faibles.
 - Remarque : les recettes fiscales résultent en majorité d'**impôts indirects dans les PED** qui ne se prêtent guère à une **redistribution** des revenus.
Les politiques de redistribution dans les PED reposent plus sur l'**effet de dépenses publiques égalitaires** (éducation, santé) que sur la **progressivité de l'impôt** (un impôt sur le revenu est souvent trop coûteux et se prête trop à l'évasion fiscale, très répandue dans les PED).
- La plupart de ces pays ont enfin connu des **périodes de forte inflation., voire d'hyperinflation**.
 - Compte tenu des problèmes d'**évasion fiscale** et de la place importante occupée par le **secteur informel**, il est souvent plus simple pour les autorités de « faire fonctionner la planche à billets ».

2. Spécificités locales

- **Afrique**
 - **Fragmentations ethniques et conflictualité** : cohabitation difficile entre ethnies différentes.

- Cette fragmentation contribue aussi à certaines **faiblesses démocratiques** au moment des élections avec des voix attribuées en fonction de l'appartenance ethnique plutôt que des idées politiques.
- Problématiques exacerbées par la **colonisation** et **l'imposition de frontières « artificielles » par les pays colonisateurs**.
 - Même si on le retrouve aussi à l'intérieur de certains pays d'Asie comme en Birmanie, où plus de **100 groupes ethniques** sont recensés.
- Le niveau d'**industrialisation**, la **productivité** de l'agriculture et des services demeurent faibles. Le marché du travail est segmenté et inégal. Le **sous-emploi** est très répandu.
 - Même des économies relativement diversifiées comme celle de l'Afrique du Sud connaissent un **chômage** de masse persistant.
 - Cela nourrit un **exode rural** qui alimente en ville les **quartiers d'habitat précaires (bidonvilles)** et le **secteur informel urbain**.
- **Inde** : culture de castes et de dots qui conduisent à des **inégalités de genre** très importantes et une **reproduction sociale** inéquitable.

 Lecture de l'article du Monde – L'Inde, puissance mondiale aux pieds d'argile..

D. Conséquences du développement

1. Sur les inégalités

- **Courbe de Kuznets (Conférence : « Croissance économique et inégalité de revenu », 1955)** : la courbe en U inversée décrit la relation entre le **niveau de développement d'un pays**, mesuré par le **PIB/habitant** et son **niveau d'inégalité de revenu**.
 - Pour Simon Kuznets, l'évolution des inégalités de revenu devait prendre, sur une longue période, la forme d'une courbe en cloche, en **s'accroissant au commencement de la révolution industrielle** pour diminuer par la suite, en raison de **logiques économiques lourdes**, en particulier de la **réallocation de la main d'œuvre** de secteurs à **faible** productivité (agriculture) vers des secteurs à plus **forte** productivité (industrie) = **déversement sectoriel, effet du progrès technique**.
 - **Attention** : Le PIB/habitant est une mesure de la croissance, plus que du développement. Mais on est alors dans les années 50...
 - Courbe basée sur l'ouvrage de **Simon Kuznets** La part des hauts revenus dans le revenu et l'épargne (1953) portant sur les Etats-Unis sur 35 ans (1913-1948) :
 - **Premières séries historiques sur la répartition des revenus** ! Bien avant Thomas Piketty.
 - Simon Kuznets est **moins « optimiste »** dans son ouvrage que lors de la conférence de 1955 : il y reconnaît le rôle de la Seconde Guerre mondiale et de la crise de 29 pour expliquer la réduction des inégalités notamment de patrimoine par les **destructions** et **pertes de valeur occasionnés**, mais à la conférence, il a choisi d'être plus optimiste... Rôle de la **Guerre Froide, encore et toujours...**
 - Pour compléter, revoir Partie 6. Chapitre 1 – La croissance économique et sa remise en cause + Partie 3. Chapitre 7 – Fiscalité : efficacité et équité.
- **Critiques** de la courbe de Kuznets (1955) :
 - En réalité, tous les pays **ne sont pas passés** par ces trois phases. Certains pays ont connu un processus de croissance rapide accompagné **directement** d'une **réduction des inégalités** : Taïwan, Corée du Sud, Israël, Singapour ou Île Maurice.

- Ces pays constituent malheureusement des **exceptions**. Les inégalités ont eu tendance à s'accroître au cours d'un processus de croissance rapide, conformément à la courbe de Kuznets, mais **sans diminuer ensuite**.
 - Pour **Thomas Piketty**, la tendance observée par Simon Kuznets aux Etats-Unis entre 1913 et 1948 ne constitue pas le produit nécessaire de **forces économiques profondes universelles, certaines**.
 - En France, par exemple ce sont les inégalités de **patrimoine** qui ont diminué, plutôt que les inégalités de **revenus**, du fait en partie de la création de l'impôt progressif sur le revenu (1914), de l'impôt progressif sur les successions (1901) et du choc subi pendant la Seconde Guerre mondiale par les détenteurs de patrimoine.
 - La loi de Kuznets serait donc uniquement le produit d'une histoire **spécifique**... Et donc **réversible** ! Par conséquent, rien ne garantit que la diminution des inégalités se poursuive dans le temps. De fait, les inégalités ont **fortement augmenté** aux États-Unis depuis 30 ans, retrouvant leur niveau des années 1930. **Document n°5**.
- ⇒ La loi de Kuznets **n'est donc pas la fin de l'histoire** mais plutôt le produit d'une **histoire spécifique**, propre à chaque économie.
- L'enjeu est pourtant **fondamental** : il s'agit de savoir s'il est nécessaire de mettre en place des **mécanismes de redistribution** pour réduire les inégalités de revenus qui **accompagneraient** le processus de développement, ou si on peut attendre **qu'elles se résorbent d'elles-mêmes** avec le **développement économique** comme indiqué par la courbe de Kuznets !
 - **Dans les années 1970/80**, suite aux travaux de Simon Kuznets, la redistribution n'avait pas sa place dans les stratégies de développement : seule comptait la **croissance** qui finirait par engendrer une **amélioration générale du niveau de vie, et une réduction des inégalités**.
 - De plus, une redistribution trop élevée des riches vers les pauvres pouvait **réduire l'épargne** et donc **handicaper la croissance**, qui a besoin d'épargne pour permettre les investissements.
 - Depuis un quart de siècle, ces idées ont été remises en cause : la croissance peut être favorisée par une **politique de redistribution et de réduction des inégalités** car l'excès de pauvreté à un moment donné peut **nuire à la dynamique de la croissance** quand il empêche par exemple les parents d'envoyer les enfants, en particulier les filles, à l'école ou de soigner leurs enfants. Ce qui nuit à **l'accumulation du capital humain**, déterminant **endogène** de la croissance économique.

2. Sur l'environnement

- **Courbe de Kuznets appliquée à l'environnement de Gene Grossman et Alan Krueger (1994) :**
 - La courbe en U inversée décrit la relation entre le **niveau de développement d'un pays**, mesuré par le **PIB/habitant** et le **niveau de la pollution**.
 - A l'origine, Gene Grossman et Alan Krueger en 1994 mettaient en relation le revenu par tête et la **quantité d'oxyde de soufre** dans l'atmosphère.
 - Lorsque le revenu par tête augmente, la pollution **augmente** dans un premier temps, puis passe par un maximum et diminue.
 - Pour compléter, revoir Partie 6. Chapitre 1 – La croissance économique et sa remise en cause.
- D'après ces auteurs, **l'intérêt** pour l'environnement évolue avec la richesse, toujours mesurée ici par le PIB/habitant.
 - Tant que les besoins primaires **ne sont pas satisfaits**, les individus ne se préoccupent pas de la **qualité** de l'environnement, de **l'impact** de leurs activités économiques sur l'environnement.

- Lorsque les besoins **primaires** sont pourvus, on atteint un seuil où le **souci pour l'environnement** s'accroît par goût pour les **aménités environnementales** (aspects agréables de l'environnement ou de l'entourage social, qui ne sont ni appropriables, ni quantifiables en termes de valeur monétaire) et pour une **certaine qualité de vie** conformément à la **pyramide de Maslow (40's)**.
- Mais cette courbe n'est **pas toujours vérifiée empiriquement** ou alors cela **ne se traduit pas** dans les actes : l'**empreinte écologique** (surface nécessaire pour produire les **ressources** qu'une population consomme et pour **absorber les déchets générés**) croît avec le niveau de richesse au niveau mondial...
 - De plus, la courbe n'est pas vérifiée selon le **type de pollution considéré**. Les auteurs dans leur étude n'ont considéré **que la qualité de l'air**, mais pas l'empreinte écologique, la fertilité des sols, la pêche...

E. Etat des lieux des inégalités mondiales (de revenus)

- **Les inégalités internationales (entre pays)** : concernent les écarts **entre les revenus moyens nationaux** (PIB/habitant en PPA).
 - Les inégalités au sein de chaque pays ne sont donc **pas** prises en compte.
 - Parité de Pouvoir d'Achat (PPA) : un taux de conversion monétaire qui exprime dans une unité **commune** les pouvoirs d'achat des différentes monnaies. C'est le rapport entre la quantité d'unités monétaires nécessaire dans des pays différents pour acheter le **même** « panier » de biens.
- **Les inégalités internes** : concernent les écarts de revenus **entre différentes catégories de la population au sein de chaque pays**.
 - La population d'un pays est par exemple divisée en **déciles** et on détermine les inégalités en fonction des **écarts de revenus entre les déciles**.
- **L'inégalité mondiale** : tient compte à la fois des inégalités **internationales** et des inégalités **internes**.
 - Elle calcule ainsi l'inégalité **interpersonnelle** entre les citoyens du monde, **quel que soit** leur pays d'origine.
- **Documents n°6 et n°7**. On observe que les inégalités **internationales** constituent **la principale** composante de l'inégalité mondiale. Elles représentent 60 à 80 % des inégalités mondiales.
 - Mais depuis les **années 80**, les inégalités internationales **diminuent**, tandis que les inégalités internes **augmentent** par contre.
 - En conséquence, à l'échelle **historique**, l'inégalité mondiale n'enregistre **pas de rupture dans les années 1980** lorsque la **mondialisation** se développe notamment (**courbe de l'éléphant** de Branko Milanovic, 2012).
- **Rapport sur les inégalités mondiales 2022 (1980-2022)** :
 - Ce rapport est réalisé par le **Laboratoire sur les Inégalités Mondiales** basé à l'École d'Économie de Paris. Il est actualisé **tous les deux ans**. On retrouve parmi les chercheurs Lucas Chancel, Thomas Piketty, Emmanuel Saez et Gabriel Zucman.
 - Les inégalités **internationales** ont été réduites au cours des deux dernières décennies, mais les inégalités **internes** se sont accrues « *de manière significative* », maintenant les inégalités **mondiales** à un certain niveau.
 - Les **10 % des individus les plus riches de la planète** captent **52 % du revenu mondial** (contre **61 % il y a 20 ans**) et détiennent **76 % du patrimoine mondial**, tandis que les **50 % les plus pauvres** n'en détiennent respectivement que **8,5 %** (contre **6 % il y a 20 ans**) et **2 %**.

- Les **inégalités (internes) de revenus** ont augmenté dans **toutes** les régions du monde depuis 1980, **mais « à des rythmes différents » selon les pays.**
 - Leur croissance a été rapide en Amérique du Nord, en Chine, en Inde et en Russie, **mais plus modérée** en Europe.
 - Ainsi, l'Europe est aujourd'hui la région **la moins inégalitaire**, le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord **les plus inégalitaires** : le décile supérieur perçoit 36 % du revenu national en Europe contre 58 % au Moyen-Orient et Afrique du Nord en 2021.

III. Les théories du développement

A. Le vol des oies sauvages de Kaname Akamatsu (1935)

Dans une étude menée en 1935, l'auteur compare le processus de développement d'un pays peu industrialisé et son insertion dans les échanges internationaux, à la **migration des oies sauvages**. C'est, dans une certaine mesure, une **théorie du cycle de vie** du produit adaptée aux pays en développement (PED).

- **Dans un premier temps**, le PED n'exporte que des **matières premières**.
 - La demande intérieure de **produits manufacturés** ne peut être satisfaite que par des **importations** en provenance des pays développés.
 - À ce stade, le PED développe peu ses échanges avec ses pays **voisins (les autres PED)** qui ont des structures économiques **comparables**. Les échanges se font surtout avec des pays **développés** qui ont des structures **très différentes**.
- **Dans un deuxième temps**, la croissance de la **demande domestique** permet d'envisager sur place une fabrication rentable de **produits manufacturés**.
 - Pour ces produits, la production nationale tend progressivement à se substituer à des importations, éventuellement découragées par des **mesures protectionnistes**.
 - En revanche, les importations de **biens d'équipement** en provenance des pays développés se développent, car elles sont **nécessaires** aux industries locales de consommation.
- **Dans un troisième temps**, les producteurs locaux de **produits manufacturés** s'attaquent aux marchés des pays **voisins**.
 - En même temps, les importations de **matières premières** en provenance de pays **moins développés** augmentent. On constate donc une **expansion des échanges entre PED**.
 - Simultanément, le pays considéré entreprend une production de biens d'**équipement** qui seront, à leur tour, exportés **dans un quatrième temps**.
- **Limites de cette théorie** : comment on passe d'une étape à l'autre ? **uniquement descriptif**. Pourquoi certains pays n'arrivent pas à **passer les étapes précédentes** ? Il existe en réalité des problèmes **d'effet de seuils**.

B. La prise en compte des effets de seuil du développement

- La pauvreté **persistante** dans certains pays suggère l'existence de **trappes de pauvreté** qui dépendent de l'existence d'effets de seuil. Ces seuils sont de **différentes natures** et ils empêchent **l'enclenchement du processus du développement**.
 - Il existe des **seuils d'espérance de vie (ou de revenu)** au-delà desquels les ménages font le choix d'investir dans la santé ou l'éducation. En dessous d'une certaine espérance de vie, cela n'est **pas rentable individuellement** et **l'équilibre général est alors sous-optimal**.

- **Gary Becker (1964)** a étudié ce type d'effet de seuil pour l'investissement des familles dans l'éducation de leur enfant : arbitrage entre la **quantité** et la « **qualité** » des enfants.
 - **Si l'espérance de vie est faible**, il faut « investir » dans la **quantité** des enfants, pour s'assurer d'avoir des enfants vivants *in fine*.
 - **Si l'espérance de vie est forte**, il est plus intéressant d'investir dans la « **qualité** » des enfants, plutôt que la quantité, en ayant peu d'enfants que l'on envoie alors à l'école, que l'on soigne etc.
- Raisonement qui peut paraître « choquant » mais qui a été vérifié **empiriquement** dans certains cas : **Raouf Boucekine et al. (2016)** montrent qu'**Afrique du Sud**, l'épidémie de Sida a montré ses effets négatifs les plus forts une **vingtaine d'années** après le début de l'épidémie.
 - C'est l'effet « **Ben Porath** » : plus l'espérance de vie est réduite, moins l'éducation est **rentable**, ce qui réduit l'accumulation de **capital humain**, affectant alors la **croissance**.
- **Théorie du cercle vicieux de la pauvreté de Ragnar Nurkse (1953)** : le sous-développement s'entretient **lui-même** car les pays pauvres ne peuvent sortir **d'une série de cercles vicieux**, liés à des seuils de **revenus**.
 - Pauvreté → faibles revenus → faible épargne → faibles investissements → peu de capital → faible productivité du capital → faibles revenus et ainsi de suite.
 - Faibles revenus → alimentation insuffisante → faible productivité du travail → faibles revenus et ainsi de suite.
 - Faibles revenus → demande faible → marchés étroits → manque de débouchés → faibles investissements → faible productivité du capital → faibles revenus et ainsi de suite.
 - Les PED, en raison de la faiblesse de la demande interne liée aux **faibles revenus**, sont dans l'incapacité de lancer des projets d'investissements **rentables** et sont donc incapables de déclencher le processus de développement.
 - Du côté de l'offre, la **faible capacité d'épargne** résulte du bas niveau de revenu réel qui lui-même reflète la faible productivité qui résulte à son tour du manque de capital, qui est lui-même le résultat de la faible capacité d'épargne : le **cercle est fermé**.
 - La rupture de ces cercles vicieux peut être provoquée, selon Ragnar Nurkse, par un apport de **ressources extérieures** qui va permettre **d'accroître le stock de capital technique** et donc la productivité, les revenus et la demande, et par là l'investissement interne, **engageant ainsi les pays sur la voie du développement économique**.
- Autres exemples : recettes fiscales faibles → dépenses publiques faibles en capital humain : **seuil fiscal** ; santé (épidémie du sida) → faiblesse de la productivité du travail : **seuil de santé**.

C. La méthode du « big push » de Paul Rosenstein-Rodan (1943)

- Deux types de stratégies ont été alors proposées pour tenter **d'enclencher le processus de développement**. Chaque stratégie a ses propres **avantages** et **inconvénients**, ainsi aucune n'est **totale**ment efficace (pas de *first best*).
- Stratégie de développement portant sur des investissements **diversifiés** touchant **l'éventail le plus large possible** d'activités économiques afin d'exploiter les **externalités/synergies** entre secteurs.

- La mise en place **d'infrastructures lourdes** (voies de communication, réseaux de télécommunication...) est cependant une **condition préalable** à l'investissement productif.
- Ensuite, il faut que l'industrialisation se fasse sur **plusieurs fronts** en même temps, pour que chaque nouvelle industrie profite du **développement simultané** des autres.
- Paul Rosenstein-Rodan repère les **obstacles suivants** au développement :
 - **Coté offre** : il existe des **goulets d'étranglement** dans l'accès aux consommations intermédiaires. Et le **manque d'infrastructures** grève la rentabilité des investissements privés.
 - **Coté demande** : l'étroitesse du marché intérieur réduit les **débouchés** de la production domestique et l'ouverture extérieure est porteuse de risques **d'instabilité**.
- **Critiques de cette méthode** : les **ressources financières** doivent être nombreuses pour faire face à la multiplication de projets d'investissement sur une courte durée. Or souvent celles-ci sont **justement limitées** dans les PED..
 - Donc **manque de réalisme** d'un projet aussi vaste. Comme le souligne **Albert Hirschman**, un pays qui aurait **assez de ressources financières** pour mener un programme d'investissements diversifiés ne pourrait être qu'un **pays développé** !
 - Mais la seconde moitié du XXème siècle a fourni aux économistes du développement divers cas réels de pays ayant **justement de telles ressources** : les pays peuplés de l'OPEP, tels l'Arabie Saoudite, la Libye et divers petits royaumes ou émirats pétroliers.

D. Développement polarisé et effets d'entraînement d'Albert Hirschman (1958)

- Stratégie de développement portant à **l'inverse** sur des investissements **concentrés** dans un contexte de ressources **rares** et **faiblement administrées**.
 - Il convient d'opter pour les investissements qui recèlent le **plus fort potentiel de développement** et **d'effets d'entraînements**.
 - Exemple : développement par industrie industrialisante comme expliqué ci-après.

IV. Institution et développement

- **Douglass North** défend l'idée que l'explication principale de la **croissance et du développement à long terme** ne doit pas être recherchée exclusivement dans l'accumulation du capital physique, humain ou technologique, mais bien dans les **institutions** qui la sous-tendent.
 - Les institutions déterminent les **coûts de transaction** (les coûts associés au système d'échange) et de production, et donc la **rentabilité de toute activité économique**.
- Plus généralement, elles définissent les **règles du jeu économique et la structure des incitations**, qui motivent les agents individuels et les firmes à **s'engager de manière efficace** dans les activités productives qui soutiennent la croissance économique.
Exemple : vous lancez une entreprise de production de vêtements fait-main dans un PED, mais vous n'êtes pas sûrs que les bénéfices de votre activité vont vous revenir car il n'y a **pas de garantie/de droit de propriété**, ou la mafia est très forte dans votre pays. Que faites-vous ?
- Un premier problème est que les institutions sont le fruit d'une **lente évolution historique** et rien ne garantit qu'elles soient **efficaces** (**Théories évolutionnistes, Richard Nelson et Sidney Winter, 1982**).

- **Une fois adoptées**, les institutions, **même inefficaces**, sont susceptibles de **persister** parce que certains agents en activité ont intérêt à ce qu'elles se maintiennent (**effet de rentes**).
 - L'économie concernée se retrouve alors prisonnière d'une **trajectoire sous-optimale** (c'est le concept de « **lock-in** »), de laquelle il est difficile de sortir !
- Ainsi, le changement institutionnel (et donc le sentier de croissance qu'il sous-tend) dépend du chemin parcouru jusque-là : il est « **dépendant du sentier** » (« **path dependency** » de **Paul David, 1985**).
- Deuxième problème démontré par des travaux académiques pionniers : les « **bonnes** » institutions doivent être **adaptées** au contexte. Des institutions peuvent être adaptées à **un moment** au début du processus du développement, mais **plus après** !
 - Par exemple, **Daron Acemoglu, Philippe Aghion et Fabrizio Zilibotti (2006)** ont montré que le rôle des institutions dépendait notamment de la « **distance** » à la **frontière technologique**.
 - La frontière technologique désigne le degré de maîtrise par un pays de **l'ensemble des technologies les plus efficaces et les plus récentes**, implémentées dans les pays leaders.
 - **Loin de cette frontière**, le défi principal consiste à adopter les technologies existantes en les **imitant**.
 - Il ne faut pas pour cela les mêmes institutions que celles qui permettront de **promouvoir la recherche et l'innovation** dans des pays qui sont à la frontière de l'innovation technologique ou en sont proches (protection de la propriété intellectuelle, financement de projets, incitations aux investissements risqués).
- ⇒ La **dynamique d'évolution conjointe des institutions et du niveau de développement** est donc au final une question aussi importante que celle de la **nature** des institutions.
- Dernier problème, c'est celui de la **simultanéité** entre institutions et développement économique :
 - Pour **Daron Acemoglu, Simon Johnson et James Robinson (The Colonial Origins of Comparative Development: An Empirical Investigation, 2001)**, les institutions jouent un rôle très important dans la croissance et le développement. Ils montrent que les pays qui ont développé **tôt des bases institutionnelles étendues** sont ceux qui ont connu par la suite une croissance importante.
 - Exemple : Les européens ont pu développer des institutions stables dans les pays colonisés ayant un **climat non favorable aux maladies tropicales** : ces pays s'en sortent le mieux aujourd'hui. Ainsi des **institutions étendues, stables** seraient sources de croissance économique.
 - Toutefois, ces résultats ont été contestés : **Edward Glaeser, Rafaël La Porta, Florencio Lopez-de-Silanes et Andrei Shleifer (Do Institutions cause Growth?, 2004)** ont avancé l'idée que les européens avaient plutôt apporté leur **capital humain** que leurs institutions.
 - D'après eux, ce sont le **capital humain et la croissance** qui ont provoqué les **changements institutionnels** plutôt que l'inverse.
 - Perspective soutenue par **Seymour Martin Lipset** dans le domaine des sciences politiques : la croissance nourrit une **véritable culture politique** en véhiculant des **valeurs et attitudes démocratiques** à l'aide de l'éducation principalement.
- ⇒ Pour conclure, il faudrait surtout **un cadre institutionnel stable à court/moyen terme**. Cela passe par un **système juridique indépendant** assurant la **sécurité des contrats**, par l'absence de **corruption** et par la **transparence** de l'information économique. Mais le cadre **institutionnel doit aussi être flexible à long terme**, capable d'**accompagner** le processus de croissance et de développement.

- ⇒ **Pas de recommandation unique** : le lien entre **institution** et **développement** est complexe et non linéaire si bien qu'il n'est pas possible de proposer une feuille de route pour les pays à chaque stade de développement.
- **Remarque** : la corruption existe aussi à un degré différent dans les pays développés. L'analyse faite par **Philippe Aghion, Ufuk Akcigit, Julia Cagé et William Kerr** **Taxation, Corruption and Growth (2011)** donnent un exemple de la relation entre **fiscalité, croissance/innovation** et le **degré de « corruption »** d'un gouvernement : le **poids optimal de l'impôt** dépend de façon significative de la façon dont l'argent public est dépensé.
 - Quand les auteurs séparent les pays de l'OCDE en deux groupes, selon qu'ils sont peu ou beaucoup corrompus, la **relation entre fiscalité et croissance** s'inverse. Pour les pays « corrompus », il existe une relation **négative** entre pression fiscale et croissance. Pour les autres, la relation est **significativement positive**.

V. Les politiques de développement

- **Définition** : Politiques visant à impulser une **dynamique de propagation des gains de productivité** à travers la **mise en cohérence** d'un territoire, des effets de **synergies** entre les segments du système productif, l'élévation du **capital humain**... en vue de favoriser l'amélioration du **niveau de vie** de toute la population, la réduction de la **pauvreté** et l'accroissement de l'**égalité** dans une perspective de **développement durable**.
- Politiques plutôt **structurelles, macroéconomiques** (politiques de croissance) et **microéconomiques** (micro-crédit par exemple).
- Plusieurs **approches** possibles des politiques de développement, plutôt antinomiques :
 - **Recours aux marchés**, libéralisation et ouverture internationale.
 - Ou développement de l'industrie nationale : **protectionnisme**.
- Historiquement, les politiques de développement ont été des **politiques de soutien à la croissance**.
 - Le modèle de **Roy Harrod et Evsey Domar (1939/1948 - 1947)** et le modèle de croissance exogène de **Robert Solow (1956)** ont mis en évidence l'importance de l'**épargne**, au moins à **court terme** pour accélérer le taux de croissance ou la vitesse de convergence, et accroître le revenu par tête final.
 - Suite à ces travaux, des questions de convergence ont été soulevées :
 - Convergence **absolue** des revenus entre pays ou **bêta convergence** : croissance **plus rapide** des pays pauvres par rapport aux pays riches d'après le **modèle de Robert Solow (1956)** si l'on admet que ces pays ont **les mêmes structures économiques**...
 - Les pays pauvres vont alors rejoindre **à long terme** le niveau de PIB par tête des pays riches.
 - Convergence **relative** des revenus entre pays ou **sigma-convergence**. Dans ce cas, la dispersion des revenus par tête tend **à se réduire** dans le temps.
 - La sigma-convergence indique simplement que la **dispersion** des niveaux de revenu se réduit dans le temps sans pour autant que celle-ci s'annule.
 - Convergence **conditionnelle** : si les paramètres fondamentaux et structurels (taux d'épargne, de croissance démographique, d'investissement...) sont différents, chaque pays convergera vers son **propre** sentier de croissance équilibrée.
 - Convergence des revenus uniquement entre pays aux **caractéristiques similaires** (« **club de convergence** »).

⇒ Selon **Michael Kremer, Jack Willis et Yang You (2021)**, on observe en longue période une **convergence absolue** au niveau mondial vis-à-vis des pays développés **depuis le milieu des années 90** et ce rattrapage s'est accéléré **depuis les années 2000** : le revenu par tête de l'ensemble des pays en développement a augmenté **plus vite** que celui des pays développés. Ce qui est une bonne nouvelle !

Raisons :

- **Ralentissement de la croissance** des pays développés situés à la frontière technologique, ce qui facilite le rattrapage des PED.
 - **Rapprochement des structures** des pays en développement vers les pays développés : capital humain, culture, institutions, politiques ont connu également une **convergence dans le sens associé aux pays à hauts revenus** : les pays en développement sont progressivement entrés dans le « **club de convergence** » des pays riches. Espérons que cela dure... **mais menaces** sur les démocraties aujourd'hui, changements climatiques, qui pourraient « faire sortir » certaines PED de ce club de convergence.
- ⇒ **Par ailleurs**, cette convergence se fait **lentement**, et n'est **pas uniforme** d'une région à l'autre : les pays d'Afrique sub-saharienne peinent **toujours** à rattraper les pays les plus riches, n'appartenant **pas encore** au même « club de convergence ».
- Ensuite, dans la lignée des modèles de croissance **endogène**, le rôle des **infrastructures** (Robert Barro, 1990), de la **R&D** (Paul Romer 1986, 1990) et du **capital humain** (Robert Lucas, 1988) ont été mis en avant et ont inspiré les **politiques de développement actuelles**.

A. Historique : trois stratégies de développement

1. Par substitution aux importations

- Le développement repose sur une **réduction de la dépendance vis-à-vis des pays développés** en favorisant la **diversification** de l'économie et l'essor de secteurs **prioritaires** pour servir la demande **intérieure**.
 - Satisfaire **prioritairement** la demande intérieure en remplaçant progressivement les importations par la production locale en **remontant la filière** des biens simples (textiles) aux biens complexes (sidérurgie puis électronique, automobile).
 - La substitution à l'importation se fonde sur des **barrières tarifaires** ou **non tarifaires** permettant au pays de produire lui-même ce qu'il importait (**développement autocentré**).
- **Exemples :**
 - Amérique Latine (bénéficiant d'un vaste marché intérieur) dans les années 1970.
 - Brésil de 1930 à 1980.
- **Risques :**
 - Stratégie difficile à mettre en œuvre, si le **marché intérieur de consommation** se révèle insuffisant pour absorber la production.
 - Favoriser les industries naissantes ne justifie pas de procurer une **rente de monopole durable** à des producteurs locaux dont l'efficacité diminuerait autant que la concurrence.
 - **Forts déficits extérieurs** du fait de la nécessaire importation de biens intermédiaires non produits au début dans le pays (**remontée de filière**).

2. Par promotion aux exportations

- Stratégie de **remontée des filières** à partir de secteurs exportateurs **entraînants**.
 - Cette stratégie consiste à favoriser l'insertion de l'économie dans le **commerce mondial**.
 - Il s'agit d'exploiter les **avantages comparatifs** détenus par le pays (main d'œuvre abondante et bon marché). Les bénéfices attendus sont les **recettes en devises** et une **bonne allocation des ressources** dans une économie ouverte à la concurrence.
- Ce modèle de développement est un **mélange de libéralisme et d'interventionnisme direct et actif**.
 - L'État crée les **infrastructures** nécessaires à l'industrialisation, met en place des mesures **protectionnistes**, choisit des **secteurs considérés comme prioritaires** pour l'industrialisation et l'exportation...
- Exemples : les 4 dragons dans les années 1960/70 : Corée du Sud, Taïwan, Singapour et Hong Kong. Positionnement sur des marchés de niches : produits manufacturés, haut coefficient en capital. Aujourd'hui c'est le cas de la Chine (**document n°8**), l'Indonésie, la Thaïlande.
- **Risque** : soumet les économies aux **chocs** provenant des échanges mondiaux sur les termes de l'échange, **instabilité** des cours des devises.

3. Par industries industrialisantes

- Stratégie qui consiste à investir dans les branches de l'**industrie lourde** qui sont supposées avoir un fort effet d'**entraînement, de synergies** sur le reste de l'économie (dont le secteur agricole).
 - Industrialisation progressive par **descente de filière** : les industries de biens **intermédiaires** et **d'équipement** sont une priorité par rapport à celles produisant des biens de consommation.
- Exemple : Algérie durant l'ère Boumédiène (1965-1978) : développement des activités de pétrole, gaz et cela en amont et en aval de la chaîne de distribution (sidérurgie, chimie, énergie). Mais, ce ne sont pas les entreprises nationales qui ont développé les technologies de pointes utilisées dans ces secteurs mais les **firmes multinationales** qui ont monté des usines clés en main sur le territoire. Ce type de politique **ne permet pas vraiment le transfert de technologie vers le pays d'accueil** : perpétue la **dépendance technologique** sans favoriser l'intégration du tissu industriel.
- **Risques** :
 - Ces stratégies ont été plutôt un **échec** : marché intérieur insuffisant, inefficacité des entreprises publiques, blocage et dépendance technologique, manque de capital humain qualifié et chômage de masse des moins qualifiés.
 - Comme pour la stratégie d'ISI, la stratégie par II conduit à de **forts déficits extérieurs** du fait de la nécessaire importation de biens intermédiaires non produits dans le pays.

B. Evaluation des politiques de développement


1. L'évaluation des politiques de développement par l'expérimentation

- Avec le débat sur l'efficacité des **aides publiques au développement**, les programmes et la recherche en développement se concentrent sur le choix de méthodes **les plus efficaces** pour d'atteindre les objectifs de développement.

- « **Le fardeau de l'homme blanc** » de **William Easterly** énonce que malgré les 60 ans d'aide publique au développement, les milliards de dollars investis et la multiplication des intervenants, l'aide n'a pas éradiqué la pauvreté...
- Il propose certaines explications qui concernent principalement la **mes-allocation de l'aide** ou sa **mauvaise gouvernance** : agences peu responsabilisées et dilution de la responsabilité, population-cible pas impliquée, « solutions miracles » appliquées sans concertation avec la population (FMI) et **manque d'évaluation** de l'efficacité des aides au développement.
- **Esther Duflo (Prix Nobel, 2019) et son organisation J-PAL (Abdul Latif Jameel Poverty Action Lab)** travaillent sur l'évaluation des politiques publiques de développement **par l'expérimentation**.
 - **Méthodologie** : les ménages ou les villages sont répartis de manière aléatoire entre :
 - Un groupe **test** qui reçoit le traitement (subvention, vaccins ou moustiquaires gratuitement).
 - Un groupe **contrôle** qui ne reçoit rien et qui permet la comparaison.
 - La répartition aléatoire permet de rendre **comparable** les deux groupes si la taille de l'échantillon est suffisante. **Conformément à la loi des grands nombres en mathématiques**, il n'y a **pas de différence en moyenne** entre les groupes lorsqu'ils ont été sélectionnés au hasard.
 - **Exemples** :
 - **Adoption de moustiquaires au Kenya** (médecine préventive) : qu'est-ce qui est le plus efficace entre les distribuer **gratuitement** et les vendre à un **prix très faible** à des femmes enceintes (lors de visites prénatales) ?
 - **Débat** : William Easterly affirme que le fait de payer contribue à **valoriser** le bien et donc à **plus ou mieux l'utiliser**. De plus, la gratuité peut avoir des **effets délétères** si cela favorise l'**attentisme** ou l'**assistanat** (pas d'achat dans l'espoir d'en avoir une gratuite plus tard).
 - D'après **Esther Duflo (Le développement humain, 2010)**, à l'inverse, la **gratuité** est en mesure de favoriser l'adoption. « *La gratuité d'aujourd'hui peut **encourager l'achat de demain*** ».
 - Toutes les femmes qui avaient reçu des bons de gratuité ou de réduction ont acheté à **nouveau** une moustiquaire et celles qui l'avaient reçue **gratuitement** la première fois ont été plus enclines à en acheter une nouvelle.
 - Les effets à **long terme** sont importants selon Esther Duflo :
 - **Effet d'apprentissage** : donner gratuitement une moustiquaire aux femmes enceintes leur permet de se familiariser avec le produit et **d'en comprendre son fonctionnement afin de pouvoir la valoriser**. Elles seront alors plus à même d'acheter un produit qu'elles connaissent.
 - **Imitation sociale** : lorsqu'une personne observe une moustiquaire chez des amis ou voisins, elle est plus disposée à en acheter une d'autant plus qu'elle peut **échanger de l'information** sur l'utilisation et le gain lié à cette nouvelle technologie.
 - **Réduire l'absentéisme des élèves et des professeurs à l'école primaire en Inde** :
 - **Esther Duflo et Rema Hanna (2005)** : face à l'absentéisme des professeurs très élevé dans les villages éloignés en Inde (les professeurs sont plus sollicités ailleurs au village pour

rédigé des courriers par exemple, qu'à l'école), une ONG a proposé de rémunérer les instituteurs sur la base d'une partie **fixe** et **variable**.

- La partie **variable** dépend de la **présence journalière** de l'instituteur au-delà de 10 jours par mois. Ce qu'il peut prouver en prenant tous les jours une **photo** au début et à la fin de son cours.
 - **Dans les 60 écoles pilotes**, le taux d'absentéisme a été **immédiatement divisé par 2** (de 44 % à 22 %) et il a perduré lorsque l'ONG a transformé l'expérimentation en politique **permanente**.
 - Cela satisfait les instituteurs et leur permet de se fixer une **priorité** et de **refuser les différentes tâches administratives** qui sont confiées aux personnes instruites du village. Les élèves reçoivent par ailleurs plus d'heures d'enseignement ce qui améliore **normalement** leurs résultats scolaires.
- **Malgré son succès**, cette expérimentation ne la rend pas moins difficile à **généraliser**. On ne peut distribuer et contrôler **des millions de photos** au niveau national... !
 - De plus, l'échec de cette même expérimentation au **Kenya** prouve que la **corruption** peut réduire son efficacité : si ce sont les directeurs de l'école qui évaluent la présence des instituteurs, qui seront alors **eux-mêmes** récompensés par le gouvernement par le versement d'aides publiques par exemple, **le risque de corruption et de falsification des relevés de présence** est très élevé.

 *Ecoutez le Ted Talks d'Esther Duflo – Social experiments to fight poverty*

2. Critiques de la méthode

- Une méthodologie qui se veut **scientifique** : valable dans un contexte donné, dans un pays donné mais qu'en est-il de la **validité externe** (se pose pour tout projet pilote) : effets d'**équilibre** possibles.
- Une méthodologie qui se veut justifiée dans un contexte de **ressources budgétaires limitées**, afin de **débloquer des fonds** sur la base de résultats scientifiques.
- Certains **problèmes éthiques** :
 - Action sur le **bien-être d'autrui** : inégalités relatives créées pour le groupe de contrôle, effets permanents ? Effet d'**hystérèse**.
 - Tous ceux qui constituent la base des études sont-ils **volontaires** ?

C. Aide Publique au Développement

- **Assistance financière fournie par une entité publique** (État, organisme public, collectivité territoriale...) à un **pays en développement** ou à des **institutions multilatérales**, sous forme de **dons** ou de **prêts à faible taux d'intérêt**, dans le but de contribuer au développement des pays. Mais l'argent peut venir **de tout un chacun**.
- **Aide Publique au Développement (APD) française** : a atteint 0,56 % du revenu national brut en 2022, pour croître à 0,7 % en 2025.
 - La France est le **cinquième** bailleur mondial d'Aide Publique au Développement en volume, derrière les États-Unis, l'Allemagne, le Royaume-Uni et le Japon.

- Au niveau de l'**OCDE** (Organisation de Coopération et de Développement Économiques), l'aide au développement s'est élevée **204 milliards de dollars** en 2022.
- Les Nations Unies ont fixé un objectif qui est de maintenir **un niveau d'Aide Publique au Développement supérieur ou égal à 0,7 % du RNB de chaque pays donneur** (membre du Comité d'Aide au Développement de l'OCDE).
 - Cet objectif n'est atteint depuis 2022 que par le Luxembourg, la Norvège, la Suède, le Danemark et l'Allemagne.

1. Un ensemble hétérogène

- L'APD comprend des **aides publiques bilatérales** (majeure partie de l'aide publique), qui en France passent par une institution financière, **l'Agence Française de Développement (AFD)**.
- L'APD comprend aussi des **aides publiques multilatérales** qui transitent par des **organismes internationaux** tels que la FAO (Food and Agriculture Organization), l'UNICEF, le Programme Alimentaire Mondial, l'OMS, la Banque Mondiale, le FMI : prêts, dons, subventions aux ONG, annulation de dettes, salaires des chercheurs et praticiens du développement, bourses versées aux étudiants étrangers, aides aux réfugiés...
- Parallèlement à l'aide publique au développement, il existe également l'**aide privée** : transferts financiers d'origine privée (banques, particuliers, ONG) sous forme de dons, de conseil technique, de prêts ou de prise de participation.

2. Les critiques de l'APD

- **Efficacité.** Cf. William Easterly. Ne se concentre pas assez sur les **pays les moins avancés (PMA)**.
- **Saupoudrage** des aides.
- Changements **alimentaires**.
- Le principe de **conditionnalité** parfois utilisé est discutable. Ce principe consiste en la sélectivité de l'APD vers les pays « **bien gouvernés** » :
 - **Craig Burnside et David Dollar (2000)** : ce principe assure l'efficacité de l'aide : il faut de « bonnes » politiques pour que l'aide soit efficace.
 - Pour **Cling Cogneau et Jean-David Naudet (2007)**, cela n'est pas compatible avec les principes de **justice distributive et d'égalité des chances** : les populations des pays pauvres et mal gérés souffrent ainsi d'une **double punition** puisqu'elles subissent à la fois un **régime autocratique et corrompu** et elles bénéficient de **moins d'aides** que d'autres pays à niveau de développement équivalent.
 - Aides **liées** : Liées à l'**achat** vers le pays donateur ou prêteur.
- « Alternative » à l'APD, le **microcrédit** ?
 - Prêt de **petites** sommes d'argent sur de courtes durées à des taux « **assez** » faibles.
 - Permet d'accroître le **bien-être** des populations mais **ne suffit pas** pour enclencher un processus de développement dans ces pays.
 - Souvent au bénéfice des **femmes** (tel qu'inventé par **Muhammad Yunus**, prix Nobel de la paix en 2006 avec la Grameen Bank au Bangladesh).
 - Permet d'aller ensuite vers le développement de la micro **finance** : faciliter l'accès de tous aux **services financiers de base** permettant de constituer une épargne. Puis vers une **méso finance** : soutien aux très petites entreprises, pour finir vers **une meilleure inclusion** financière.

○ **Limites :**

- Besoin de formations de la population, d'éducation financière, en plus du besoin d'argent au risque de voir se multiplier des **problèmes de gestion financière**.
- Apparition du **risque du surendettement**.
- **Pression sociale et dérives des instituts de micro finance** : mena à des suicides retentissant en Inde de personnes n'ayant pas pu rembourser leurs crédits, ayant été souvent en réalité **extorquées** par des instituts de micro finance peu scrupuleux.

 *Lecture de l'article d'Alternatives Economiques – Le microcrédit à la rescousse d'Haïti.*